

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

Thème

L'impact du solde budgétaire sur le taux d'inflation

En Algérie

Préparé par :

Imzi dahbia

Idiri sylvia

Jury :

Évaluateurs : Mr Ait Atmane Foudil

Président : Mr Zidelkhil Halim

Dirigé par :

Mr kaci boualem

Année universitaire : 2022/2023

Dédicaces

Je dédie ce travail à mes chers parents de leurs sacrifices, mes sœurs, mes amies et toute ma famille.

Melle Imzi dahbia

Je dédie ce travail à mes chers parents, mes sœurs et frères et mes amies et toute ma famille.

Melle Idiri sylvia

Remerciement

Nous remercions Dieu le tout puissant de nous avoir donné la volonté et le courage pour finir ce travail.

Un grand remerciement pour notre promoteur :

- Monsieur KACI BOUALEM

Ainsi qu'a :

- Monsieur ABDERRAHMANI FARES

- Monsieur ZIDELKHIL HALIM

Enfin nous remercions tous ceux et celles qui ont contribués de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire.

Sommaire

Introduction Générale :	01
Chapitre 01 : revue de la littérature sur les dépenses publiques et l'inflation	
1. généralité sur le budget de l'état et la politique budgétaire :	05
2. l'inflation :	10
3. Revue de littérature relative à l'impact des dépenses publiques sur l'inflation :	14
Chapitre 02 : politique budgétaire et l'inflation en Algérie « constat de 1990-2020 »	
1. Evolution de la politique budgétaire et de l'inflation durant la période 1990-2000 : ...	22
2. Plans de relances et inflation durant la période 2001-2014 :	30
3. Politique budgétaire et inflation durant la période 2014–2020 :	39
Chapitre 03 : analyse empirique de la relation entre le solde budgétaire et le taux d'inflation.	
1. Présentation des variables et études de la stationnarité des séries chronologiques :	46
2. Analyse des propriétés statistiques des données :	51
3. Estimation ARDL :	54
4. Validation du modèle :	59
5. Prévision à partir du modèle retenu :	60
Conclusion générale	64

Introduction générale

Introduction générale :

La politique budgétaire est un instrument de la politique économique qui consiste à utiliser des recettes et des dépenses budgétaires afin d'agir sur l'activité économique peut avoir deux rôles principaux : Premièrement, elle permet de laisser l'activité économique en cas de pic d'inflation ou de déflation. Une politique budgétaire d'expansion peut être employée pour relancer une économie qui connaît une récession prolongée, le cas de la grande dépression des années 30. Une politique budgétaire déflationniste peut être employée pour maîtriser et réduire l'inflation. Deuxièmement, elle permet de lisser le cycle économique pour obtenir une croissance régulière afin d'éviter que la balance des paiements ne devienne déficitaire ou que l'économie entre en surchauffe¹. Le gouvernement modifie le niveau d'imposition de façon à obtenir une demande suffisante pour que l'économie connaisse une croissance constante. Il fait en sorte que les excès ou les déficits de la demande globale ne prennent jamais trop d'importance.

Le recours à la politique budgétaire peut engendrer une tendance persistante vers le déficit budgétaire. C'est ainsi que la politique budgétaire a fait l'objet de controverses, en particulier l'impact du déficit budgétaire conjoncture économique de la nation notamment l'inflation, la situation monétaire et budgétaire. Le déficit budgétaire apparaît lorsque la demande des dépenses publiques dépasse de loin les recettes publiques nécessaires à financer par des prêts nets. Le déficit budgétaire n'est pas qu'un déséquilibre, il peut avoir un impact négatif sur les agrégats macroéconomiques et sur l'économie d'un pays.

En effet, sur la sphère monétaire, le financement du déficit budgétaire par l'emprunt peut avoir un impact sur le taux d'intérêt, car suite à la forte demande de capitaux cela engendrera une hausse du taux d'intérêt, ce qui rend coûteux le recours à l'emprunt pour l'investissement des entreprises, mais aussi sur le taux de change car suite au recours aux emprunts extérieurs, ces entrées de capitaux provoqueraient une hausse du taux de change. Sur la sphère réelle, le financement monétaire est souvent une cause immédiate de hausse des prix, il peut donc créer des problèmes d'inflation.

L'analyse du contexte économique de l'Algérie permet de voir les différents déséquilibres qui se sont réalisés. Le secteur économique de l'énergie en Algérie occupe une place

¹Matthieu Caron, Budget, politiques budgétaire, Édition Bréal, Paris 2007, p 15.

prédominante dans l'économie de l'Algérie. Elle est dépendante des hydrocarbures à plus de 90%, en conséquence, les fortes baisses des cours du pétrole engendrent un recul de la fiscalité pétrolière ce qui génère des déficits budgétaires répétés.

La problématique déficit budgétaire et son impact sur taux d'inflation suscite moult controverses. Généralement, cette relation est en inversé, en effet, si le déficit est utilisé pour financer des investissements productifs et rentables, son effet ne peut être que bénéfique sur la croissance économique à condition, bien évidemment, d'être contenus dans des limites raisonnables ne dépassant pas les capacités de remboursement². Au-delà de ce seuil, le déficit budgétaire peut avoir l'effet inverse et générer des externalités négatives sur le taux d'inflation.

L'objectif principal de notre étude est de mesurer et de déterminer l'impact du solde budgétaire sur le taux d'inflation en Algérie. Donc notre problématique peut être formulée comme suit : ***comment le solde budgétaire affecte-t-il le niveau général des prix en Algérie ?***

De cette question principale découle des questions secondaires :

- ◆ Quel est le lien entre la politique budgétaire et l'inflation ?
- ◆ Comment le solde budgétaire et l'inflation ont-ils évolué en Algérie ?
- ◆ Comment les déficits budgétaires ont-ils affecté l'inflation en Algérie ?

Pour répondre à notre question principale, on suppose hypothèse suivante : Les dépenses budgétaires exercent un impact positif sur l'inflation, alors que les recettes budgétaires exercent un impact négatif. En conséquence, un déficit budgétaire ne peut qu'exercer un effet négatif sur l'inflation.

La méthodologie poursuivie pour apporter des éléments de réponse aux questions posées consiste dans un premier lieu à consulter les différents ouvrages, revues et articles se rapportant aux dépenses publiques et à l'inflation. En second lieu, nous allons collecter les données statistiques puis les analyser afin de mettre en exergue l'évolution du solde budgétaire et l'inflation en Algérie. Enfin, nous allons opter pour une démarche empirique

²Stéphanie Laguérodié, « Galbraith et le pouvoir économique de John F. Kennedy », Économie politique 2005/4 (no 28), page 37.

consistant à modéliser l'impact du solde budgétaire sur l'inflation en Algérie durant la période 1980-2020 en utilisant le modèle ARDL

Pour apporter des éléments de réponse à la problématique posée et vérifier notre hypothèse, notre travail sera divisé de la manière suivante : Le premier chapitre passe en revue la littérature théorique et empirique, sur les composantes budgétaires et l'inflation afin de ressortir les liens existants entre la politique budgétaire et l'inflation. Dans le second chapitre nous allons nous intéresser à l'évolution macroéconomique et la politique budgétaire et l'inflation en Algérie. Enfin, dans le troisième chapitre nous allons procéder à une estimation d'un modèle économétrique pour mesurer l'impact du solde budgétaire sur le taux d'inflation en Algérie durant la période 1990-2020.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur
Les dépenses publiques
& l'inflation

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Introduction

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le financement public a eu une influence significative sur la gestion de l'environnement économique des nations avancées. Cette influence varie selon l'importance de la contribution du financement public au PIB de chaque pays. Il est également influencé par divers autres facteurs tels que les systèmes de vote du budget par le parlement, la proportion des dépenses renouvelables dans le budget global de l'Etat, plus cette proportion est élevée, moins le gouvernement aura de marge de manœuvre, et la date des prochaines élections. En effet, la proximité d'une élection tend à bloquer la situation et à décourager les projets budgétaires qui pourraient être mis en place par le gouvernement.

À ces exigences politiques et techniques s'ajoutent d'autres exigences d'ordre économique et financier. Celles-ci portent notamment sur :

- ✚ Le niveau de déficit public acceptable.
- ✚ Le degré de pression fiscale supportable par l'électorat
- ✚ La structure des dépenses publiques existantes.
- ✚ Les modalités de financement de déficit budgétaire de l'état.
- ✚ Les rythmes de la croissance de l'économie nationale.

Ces divers facteurs vont se combiner pour impacter les décisions de l'État en matière de politique budgétaire. Cette dernière représente un moyen d'agir sur la croissance économique d'un pays et de diminuer le taux de chômage. Cependant, elle peut entraîner des conséquences néfastes telles que la hausse des prix.

Au cours de ce chapitre, nous nous concentrerons spécifiquement sur la première partie qui traite de la présentation globale des éléments budgétaires (les recettes et les dépenses). Le solde budgétaire représente la différence positive (excédent) ou négative (déficit) entre les recettes et les dépenses budgétaires. Dans la seconde partie, nous allons aborder la question de l'augmentation des prix. Enfin, nous allons présenter dans la troisième section l'étude de la documentation, aussi bien théorique qu'empirique, concernant l'effet des dépenses publiques sur l'augmentation des prix.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

01. Généralités sur le budget de l'Etat et la politique budgétaire : Le déficit financier est la condition où les revenus de l'État (à l'exclusion du remboursement de la dette) sont inférieurs à ses dépenses (à l'exclusion de la dette) au cours d'une année. Cela se traduit donc par un solde négatif.

La carence financière se manifeste par des nouveaux prêts que le gouvernement doit obtenir dans l'année. Si le gouvernement doit faire un emprunt pour obtenir de la liquidité nécessaire pour couvrir les dettes précédentes qui ont atteint leur échéance, cela est appelé l'effet "boule de neige".

D'après les spécialistes de l'économie, le manque à gagner financier peut avoir diverses fonctions. Pour les Keynésiennes, cela peut encourager la progression et la création d'emplois dans une économie en difficulté. Au contraire, les partisans de la doctrine libérale soulignent les conséquences négatives de l'augmentation de l'endettement de l'État.

1.1. Généralités sur le budget de l'Etat : Le plan budgétaire inclut toutes les dépenses et les rentrées financières de l'Etat sur une période d'un an. Le budget est mis au vote du parlement, tout comme la fiscalité. Dans le cadre du budget de l'Etat, on peut constater les dépenses et les rentrées financières du secteur public.

✚ **Les dépenses publiques :** Ces incluant les coûts de fonctionnement (salaires, loyers, formation, voyages, etc.), les frais de transfert (soutiens et subventions variés pour les personnes ainsi que les entreprises ou les administrations locales), les dépenses d'investissement (matériels et infrastructures de toutes sortes) et le remboursement de la dette.

✚ **Les recettes publiques :** il fait référence à la totalité des prélèvements (taxes, impôts et charges sociales) ainsi que des rentrées d'argent exceptionnelles (vente d'actifs, dividendes, droits miniers, pétroliers ou gaziers) qui constituent les revenus de l'État.

Ainsi, le **solde budgétaire** représente la différence favorable (excédent) ou défavorable (déficit) entre les revenus et les dépenses. Cette différence peut résulter d'une décision intentionnelle visant à augmenter les dépenses, à réduire les prélèvements, à constituer des réserves ou à compenser des déséquilibres économiques temporaires.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

1.1.1 Les dépenses publiques : Les dépenses publiques constituent l'ensemble des dépenses engagées par l'État, les organismes liés aux administrations de sécurité sociale et les collectivités territoriales, ainsi que leurs administrations et organismes affiliés. Elles englobent toutes les dépenses effectuées par les administrations publiques et financées par les recettes publiques. Ces dépenses sont classées en trois catégories distinctes :

- ✚ **Les dépenses de fonctionnement :** Il s'agit généralement de dépenses récurrentes qui impliquent une consommation immédiate et qui n'ont aucun impact sur le patrimoine. Elles englobent les rémunérations, les acquisitions de fournitures et d'équipements de bureau, les services rendus (publicité, frais de déplacement, etc.), les coûts d'emprunt et les subventions allouées aux entreprises. L'ensemble de ces dépenses constitue ce que l'on nomme le budget de fonctionnement de l'État
- ✚ **Dépenses d'investissement :** Essentiellement, cela concerne l'acquisition de biens et d'équipements durables, la réalisation ou la modification de constructions, les travaux d'infrastructure, l'achat d'actions ou d'autres actifs immobilisés, la restitution du capital des prêts, etc. L'ensemble des dépenses d'investissement représente le budget d'investissement public.
- ✚ Le gouvernement propose également des aides financières aux ménages sous forme de paiements en espèces, comme les pensions de retraite et les allocations familiales, et accorde des subventions aux entreprises et aux ménages. Ces types d'aides sont considérés comme **des dépenses de transfert ou de redistribution.**

1.1.2. Les recettes : La majeure partie des revenus provient des taxes. Les paramètres et le taux d'imposition sont précisés et approuvés par l'assemblée législative. Les revenus sont classés en trois catégories :

- Les impôts directs
- Les impôts indirects
- Les ressources budgétaires non fiscales.

Les recettes fiscales : Les gains fiscaux se réfèrent aux gains acquis grâce aux impôts sur les revenus et les profits, aux contributions de la sécurité sociale, aux taxes prélevées sur les produits et les services, aux retenues sur les salaires,

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Aux impôts sur les biens et les droits de succession, ainsi qu'à d'autres formes d'impôts et de taxes. Les gains fiscaux comprennent les gains obtenus grâce aux impôts directs et indirects.

- **Les impôts directs** : ils sont formés principalement par :
L'impôt sur les revenus des personnes physique (IRPP).
L'impôt sur les bénéfices réalisés par les sociétés.
- **Les impôts indirects** : Il s'agit des taxes collectées suite à diverses activités associées à la fabrication, à l'achat ((TVA)) ou aux frais de douane.

Les ressources budgétaires non fiscales : Les moyens financiers incluent les gains issus des domaines publics, de la loterie nationale, de la privatisation de compagnies gouvernementales ou de la vente d'actifs détenus par l'État dans divers secteurs (compagnies aériennes, ports, autoroutes, etc.).

Les principales sources de revenus de l'état sont principalement la collecte de taxes directes et indirectes. Les revenus non fiscaux du budget sont considérés comme une sorte de revenu supplémentaire, mais ils sont souvent non récurrents, tels que les privatisations et les cessions d'actifs. Leur augmentation indique que l'état est confronté à des difficultés financières et cherche à les surmonter en vendant une partie de son patrimoine immobilier ou économique.

1.1.3. Les soldes budgétaires : Le solde budgétaire peut être excédentaire ou déficitaire. Le solde primaire désigne le solde hors prise en compte des intérêts dus au titre de la dette publique. Le solde structurel est le solde après correction des éléments conjoncturels (croissance économique moindre ou plus forte que la tendance habituelle). Ce déficit peut être négatif, positif ou nul, selon les cas :

Le solde budgétaire : $SB = T - (G + TR)$ ¹.

Avec ;

T = représente les impôts et taxes.

G : représente les dépenses publiques.

TR : représente les revenus de transfert.

¹ KRUGMAN.P, WELLS.R (2009) Macroéconomie, édition De Boeck, 2009, P455.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Et le solde budgétaire en % du PIB nominal peut être calculée comme suit : $SB = (R_t \text{ hors dons, } D_c - D_i / \text{PIB nominal}) * 100$.

R_t : représente les recettes totales.

D_c : représente les dépenses courantes.

D_i : représente les dépenses d'investissement.

✚ Lorsque la somme des dépenses égale la somme des recettes donc : $D - R = 0$ Alors le solde budgétaire **est nul = 0**, cette situation représente **un équilibre budgétaire**.

✚ Lorsque la somme des dépenses est supérieure à celle des recettes donc : $R - D$ (la position est négative) et $D \geq R$, cette situation représente **un déficit budgétaire**

✚ Lorsque la somme des dépenses est inférieure à celle des recettes donc : $R - D =$ (la position est positive) et $D \leq R$, cette situation représente **un excédent budgétaire**.

a) **Le solde global et le solde primaire** : Le solde global du budget, également connu sous le nom de solde principal, prend en compte les paiements d'intérêts sur la dette, qui dépendent à la fois du niveau d'endettement et du taux d'intérêt Dans les pays en développement, les taux d'intérêts peuvent être extrêmement volatiles et sont souvent hors de contrôle du pays. D'ailleurs, dans les pays très endettés, la variabilité de la situation financière globale dépend essentiellement d'événements extérieurs au pays concerné (à savoir les taux d'intérêts pratiqués sur les marchés émergents par le monde) à long terme. Ce dernier est hors du contrôle du gouvernement à court terme.

Par conséquent, pour évaluer l'orientation de la politique budgétaire, le solde primaire est utilisé comme base. Le solde primaire est défini comme le solde budgétaire qui exclut les paiements d'intérêts. Le solde budgétaire global est composé de deux éléments différents : le solde primaire et les intérêts.

✚ **Solde budgétaire globale** = Solde primaire – intérêts sur la dette

✚ **Solde primaire** = $T - g$

T : représente le montant des impôts Et **g** : le montant des dépenses publiques.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

L'intérêt versé au titre de la dette de l'état : ils correspondent à $(i \cdot D)$

Ou i : le taux d'intérêt et D : le montant de la dette publique.

Les charges liées aux intérêts de la dette publique engendrent une dépense qui incombe à l'État. Ainsi, seuls les excédents budgétaires peuvent être utilisés pour concevoir et appliquer la politique budgétaire.

b) **Les soldes conjoncturels et les soldes structurels** : L'analyse des déficits repose sur la distinction entre deux types de déficits : les déficits conjoncturels et les déficits structurels.

✚ **Les déficits conjoncturels** : ils sont liés principalement à la baisse des recettes publiques qui intervient lors d'une phase de ralentissement ou de récession économique.

✚ **Les déficits structurels** : les déficits structurels sont ceux qui se produiraient si le taux de croissance de l'économie nationale entraînant l'utilisation pleine et entière des facteurs de production disponibles².

1.2. La politique budgétaire : La stratégie financière est un des principaux moyens de la politique économique. Elle consiste à utiliser les finances de l'État pour influencer la situation économique. Elle inclut toutes les mesures qui ont un impact sur les revenus et les dépenses de l'État et qui ont pour but d'atteindre certains objectifs de politique économique.

Avant les années 1930, le rôle principal du budget de l'État était de pourvoir aux besoins financiers des administrations (des organismes publics). On ne lui conférait pas de rôle économique. Cependant, la sévérité de la crise de 1929 a amené les autorités publiques à envisager le budget de l'État comme un moyen d'action pour la politique économique.

Les recherches effectuées par l'économiste britannique J. M. Keynes, qui démontrent que l'emploi du budget peut impacter la demande des acteurs économiques et ainsi affecter le niveau d'activité, ont offert une base théorique à cette approche novatrice.

²SOGUEL N., CLEMENCEAU M., (2013) « Analyse des soldes conjoncturels et structurels du Canton du Tessin », Rapport d'expertise à l'attention du département des finances et de l'économie de la République et Canton du Tessin, Institut de hautes études en administration publique – IDHEAP, Lausanne. P.3.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

La stratégie financière est un moyen de la stratégie de contrôle de la situation économique. Elle peut être mise en pratique dans deux contextes contraires. En cas de décélération de l'expansion ou de crise, elle sera utilisée pour stimuler l'activité économique. Il est question de stratégie de stimulation budgétaire. Cependant, durant les périodes de croissance soutenue, lorsque l'activité économique est susceptible de surchauffer et d'entraîner une inflation (augmentation des prix) ou des déficits commerciaux significatifs (déséquilibre des échanges avec les autres pays), elle peut être utilisée pour ralentir l'activité en réduisant la demande des acteurs économiques. On parle alors de stratégie d'austérité budgétaire³.

02. L'inflation : La hausse constante du niveau général des prix, également connue sous le nom d'inflation, a été observée pendant des siècles. De nos jours, elle est considérée comme une menace persistante qui peut avoir un impact sur toutes les grandeurs macroéconomiques d'un pays. Cette section aborde le phénomène de l'inflation sous différents angles, notamment les causes, les types et les mesures.

2.1 Généralité sur l'inflation : Le mot inflation a pour origine le terme latin inflation (enflure), dérivé du verbe enfler ou gonfler. Il y a plusieurs manières de définir l'inflation, que ce soit selon le contexte politique ou économique. En conséquence, la signification du mot inflation est rarement neutre.

2.1.1 Définition de l'inflation : et soutenue du niveau des prix des produits et services sur une longue période. Cette définition décrit le signe de l'inflation mais ne fournit pas d'explication sur les raisons de sa survenue. Ainsi, il est courant d'utiliser ce terme pour décrire une hausse globale et persistante des coûts des biens et services⁴.

La progression des coûts doit toucher l'ensemble des articles et prestations offerts proposition pérenne une hausse des tarifs temporaire ne constitue pas une inflation, qui est une augmentation auto-entretenu.

³ <https://www.vie-publique.fr/fiches/270251-quest-ce-quune-politique-budgetaire>. Consulté 04/04/2023

⁴ BEITONE Alain, LEGARDEZ Alain, DOLLO Christine, GUIDONI Jean-Pierre « *Dictionnaire des sciences économiques* » Armand Colin Editeur, Paris, 1991.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Une augmentation des coûts des matières premières conduit à une augmentation des prix des produits qui en dépendent. Par conséquent, une augmentation entraîne une autre, ce qui crée un déséquilibre global qui se traduit par une augmentation générale des prix. L'inflation affecte toutes les parties et tous les mécanismes de l'économie. (Production, revenu, prix) ⁵.

Il n'est pas possible de qualifier de "inflation" une hausse du prix d'un seul bien ou même une augmentation temporaire (non durable) de l'ensemble des prix. L'inflation est aussi caractérisée comme une diminution de la capacité d'achat de la devise, impliquant une dépréciation de sa valeur en référence aux articles et prestations.

2.1.2 Les différents types d'inflation : Les classifications de l'inflation sont établies en fonction du taux annuel d'augmentation des prix, elles manquent de précision, les différences étant souvent utilisées de manière intuitive⁶ Par les économistes.

- **L'inflation rampante (Inflation rampante) :** est une situation d'inflation qui persiste, sinon chronique, dont le taux mesuré est faible (de 3 à 4%, donc moins de 5%) et ne dépasse pas un chiffre.
- **L'inflation ouverte (open inflation) :** lorsqu'il y a une augmentation rapide et cumulative des prix, généralement comprise entre 5 et 10% (avec des pics possibles jusqu'à 20%). Les acteurs économiques réagissent à cette hausse en achetant des articles non essentiels pour se protéger des augmentations prévues.
- **L'inflation galopante:** lorsque les taux d'inflation augmentent considérablement d'une année à l'autre dépassant les 20%, on parle d'hyperinflation. Dans ce cas, les agents économiques perdent confiance en la monnaie nationale, ce qui entraîne une forte dépréciation de sa valeur. Les gens accumulent des réserves de biens et prêtent de l'argent à des taux élevés.

⁵ JALLADEAU Joël « *Introduction à la macroéconomie* », 2ème édition De Boeck Lancier S.A., Paris, 1998, P371.

⁶ <http://Junon.Unive-cezanne.Fr/bornier/monif.pdf>. Consulté le 04/04/2023.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

✚ **L'hyperinflation:** est définie comme la condition d'une économie touchée par une inflation excessivement élevée qui ne peut être maîtrisée. C'est une inflation qui dévalue pratiquement l'argent, engendrant des épreuves humaines importantes, nourrissant les perturbations sociales et provoquant la chute des gouvernements. En 1956, Philips Cagan a défini l'hyperinflation comme une période où le taux d'inflation dépasse 50% par mois.

2.1.3 Mesure de l'inflation : Le degré moyen de la tarification peut diminuer, augmenter ou demeurer immobile. Pour évaluer le changement général de la tarification, il est nécessaire de posséder un indice de tarification.

✚ **L'indice des prix à la consommation (IPC) :** Evaluer l'inflation implique généralement d'observer un ensemble de biens pondéré qui sont représentatifs de tous les biens que les ménages consomment. En effet, la mesure de l'inflation prend en compte les prix de consommation finale des ménages. Les prix intermédiaires (tels que les prix de transferts à l'intérieur d'une chaîne de production, les prix de vente du producteur au détaillant, etc.) ne sont pas inclus dans la gamme de prix pris en compte pour l'inflation. Les poids de chaque bien ou service dans ce panier sont déterminés par la part de la consommation qu'ils représentent.

Un indicateur de l'inflation mesure les fluctuations enregistrées par le panier observé, reflétant ainsi la modification du coût de la vie pour les acheteurs, et de la puissance de la monnaie dans ses aspects les plus tangibles pour les foyers. Selon cette théorie, les indicateurs d'inflation se rapportent uniquement à la consommation des ménages, car les prix des actifs (tels que les actions et les biens immobiliers), qui peuvent faire l'objet d'un investissement de la part des ménages mais ne sont pas consommés, sont exclus. Les prix de l'immobilier, par exemple, sont généralement exclus.

Le taux d'inflation : est la variation en pourcentage de cet indice sur une période donnée : si le prix moyen du « panier » passe de 100 à 102. L'inflation est de $(102-100) / 100 = 2/100 = 2\%$. Ainsi, l'indice des prix à la consommation évalue les coûts des produits et services acquis par les acheteurs finaux, qu'ils soient d'origine domestique ou étrangère.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Il exclut donc les tarifs des autres types de produits et services, tels que les biens intermédiaires et les biens d'équipement.

✚ **La mesure de l'inflation grâce au déflateur du PIB :** Étant donné les insuffisances de l'IPC, il est avantageux de le suppléer avec une mesure alternative de l'inflation, telle que le déflateur du PIB qui est défini comme un indicateur des prix de toutes les parties du PIB. Il est possible de l'évaluer en faisant la division du PIB nominal par le PIB réel et en multipliant le résultat par 100. Le taux de déflation du PIB évalue les coûts de l'ensemble des articles et prestations (services et produits de consommation, produits intermédiaires et produits d'investissement) élaborés sur le territoire national. Par conséquent, il ne prend pas en compte les tarifs des articles et prestations extérieurs.

Déflateur du PIB = PIB nominal / PIB réel * 100⁷.

2.2. Causes de l'inflation : Selon le type et le contexte des économies concernées, l'inflation peut résulter d'un faisceau de causes qui peuvent agir chacune séparément ou/et en combinaison :

- Augmentation excessive de la masse monétaire.
- Demande supérieure à l'offre de biens et services disponibles.
- Hausse des prix des biens et/ou matières premières d'importation.
- Augmentation des coûts de production (salaires vs productivité, matières premières, énergie...).
- Hausses structurelles (défaut de concurrence, prix administrés...).
- Causes psychologiques et phénomènes d'anticipation pouvant générer une spirale inflationniste⁸.

⁷ Parkin Michael, bade robin, Karmichael, Benoit, « introduction à la macroéconomie moderne » 4ème Edition du renouveau Pédagogique INC, 2011, p150,

⁸ <https://youmatter.world/fr/definition/inflation-definition-evaluation-et-analyse>. Consulté le 17/04/2023

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

03. Revue littérature relative à l'impact des dépenses publiques sur l'inflation

La perception des diverses tendances de la pensée économique concernant la nature et la fonction de la politique budgétaire de l'État a considérablement fluctué au fil du temps. Elle a également subi des changements en fonction de l'évolution des conditions économiques et de l'ampleur plus ou moins importante de l'endettement public.

Dans le cadre de cette section nous allons étudier successivement l'évolution qui va :

- ✚ De l'approche classique et l'approche keynésienne.
- ✚ Des déséquilibres au rétablissement des finances publiques.
- ✚ Revue de la littérature empirique

3.1. Revue de la littérature théorique : La méthode traditionnelle basée sur la notion de l'impartialité de la politique budgétaire de l'État. Cette méthode qui a dominé au XIXe siècle et au début du XXe siècle a été remplacée à partir de la crise des années 30, et surtout après la Seconde Guerre mondiale, par l'approche keynésienne qui repose sur l'intervention nécessaire de l'État.

3.1.1. L'approche classique : La conception traditionnelle du rôle de la politique budgétaire avancée par les libéraux au XIXe siècle soulignait la neutralité de l'Etat. En d'autres termes, les économistes libéraux considéraient l'équilibre budgétaire de l'Etat comme un élément fondamental pour :

- ✚ Garantir la neutralité de l'Etat l'égard de l'économie.
- ✚ Eviter l'accroissement de dépenses publiques ce qui aurait signifié, à la fois un signe de mauvaise gestion des affaires de l'Etat et en même temps l'immixtion de celui-ci dans la vie économique.
- ✚ Et de ne pas perturber les grands équilibres économiques de marché.

D'après les économistes favorables au libéralisme, l'Etat ne devrait se concentrer que sur ses fonctions régaliennes (maintien de l'ordre, justice, travaux publics, régulation monétaire, défense et politique étrangère).

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Toute intervention excessive de l'Etat pourrait causer une surabondance de monnaie en circulation, ce qui conduirait à une inflation selon les principes de la théorie quantitative de la monnaie (TQM).

Cette doctrine est fréquemment nommée « doctrine traditionnelle » car elle a été élaborée dès le XVIIIe siècle par les précurseurs de l'économie, tels que David Hume, auxquels on fait référence actuellement à cette doctrine pour expliquer les facteurs de long terme du niveau global des prix et du taux d'inflation⁹.

D'après J. Bodin, un économiste français, la valeur d'une monnaie nationale est inversement liée à la quantité de biens disponibles sur le marché¹⁰. Plus il y a d'abondance de monnaie et de rareté de biens, moins la monnaie a de pouvoir d'achat et donc de valeur. Et inversement.

En 1911, Irving Fisher est devenu le premier économiste à modéliser mathématiquement l'augmentation des prix. Il a identifié une corrélation linéaire entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau général des prix¹¹. La première version de la théorie quantitative de la monnaie a été développée par cet économiste américain, qui a ensuite été améliorée par deux économistes anglais de l'école de Cambridge, Marshall et Pigou, d'où son nom d'équation de Cambridge.

Fisher met en évidence une relation linéaire entre quantité de monnaie et le niveau général des prix : $M * V = P * T$ avec :

M : La masse monétaire (quantité de monnaie en circulation dans une économie).

V : La vitesse de circulation de la monnaie (nombre d'achats moyen réalisés par une unité monétaire).

P : Le niveau général des prix.

T : Le nombre de transactions pendant une période donnée¹².

Ce calcul met en évidence que toute augmentation de la quantité de monnaie entraîne automatiquement une augmentation du niveau général des prix. En effet, si la vitesse de

⁹ N. MANKIW Gregory, P. TAYLOR Mark « *Principes de l'économie* » édition de Boeck Université, rue des Minimes39, B-1000 Bruxelles, Paris, 2010, p789.

¹⁰ CHEHRIT Kamal, op.cit, p70.

¹¹ CAZALSMichel, BRANA Sophie « *La monnaie* » 2^o édition, Dunod, Paris, 2006, p36.

¹² <http://www.jourdan.ens.fr/~adirer/>, consulté le 24/03/2023.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Circulation de la monnaie (V) et le volume réel des transactions (T) sont constants et si la demande de monnaie s'adapte à l'offre, alors toute modification de l'offre de monnaie doit se traduire par une modification proportionnelle du niveau général des prix (P). Ainsi, l'inflation trouve son origine dans la monnaie.

La théorie de Fisher est basée sur deux hypothèses :

- La vitesse de circulation de la monnaie (V) est constante à court terme (ceci peut s'expliquer par le fait que les habitudes de paiement des agents dans l'échange ne changent pas sensiblement à court terme).
- Le volume des transactions (T) est constant (car Fisher raisonne en situation de plein emploi des facteurs de production d'où un volume T optimal).

V et T étant constants $\rightarrow V/T$ est constant.

On a : $MV=PT \rightarrow P = (V/T) * M$.

En posant $(V/T) = \alpha$, on aura $P = \alpha M \rightarrow \Delta P = \alpha \Delta M \rightarrow \Delta P/P = \Delta M/M$.

Comme c'est la variation de **M** qui provoque la variation de **P**, on écrit alors : $\Delta M/M = \Delta P/P$.

Ainsi, toute variation relative de la quantité de monnaie en circulation dans une économie ($\Delta M/M$) implique une variation proportionnelle et dans le même sens ($\alpha > 0$) du niveau général des prix ($\Delta P/P$)

Dès 1917, A.C. Pigou suggérait dans son article « The value of money » de raisonner non pas sur des transactions mais plutôt sur les capacités financières des individus. Cette notion de capacités financières a ensuite été remplacée par celle de revenu, suite aux travaux d'Alfred Marshall en 1922 dans « Monnaie, crédit et commerce ». La vitesse de circulation de la monnaie est alors devenue la vitesse de revenu, c'est-à-dire le nombre de fois que la monnaie est convertie en revenu au cours d'une période donnée¹³.

¹³ Yannis Maël Largent, « dynamique de la dette et du déficit publics en périodes de récession et d'expansion Presses de Sciences Po, « Revue économique », 2017/4, Vol. 68, p.571 à 594.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

3.1.2. L'approche keynésienne et ses limites : La période de crise des années trente et les perturbations causées par la seconde guerre mondiale ont encouragé l'apparition d'une nouvelle vision du rôle de la politique budgétaire de l'État, connue sous le nom d'approche keynésienne. Les politiques budgétaires inspirées du keynésianisme ont été en vigueur jusqu'à la fin des années 1970.

Les principales caractéristiques de l'approche keynésienne des politiques budgétaires reposent sur les idées suivantes :

- ✚ Le budget de l'Etat est un instrument de régulation de la conjoncture économique¹⁴.
- ✚ Les déficits sont utiles lorsqu'ils permettent de relancer la demande globale et de stimuler la croissance en vue d'atteindre le plein emploi.
- ✚ La politique budgétaire est plus efficace pour réguler les fluctuations du cycle économique que la politique monétaire ainsi le théorème de haavelmo a permis de montrer qu'un budget à l'équilibre n'exerce pas un effet neutre sur le développement de l'activité économique car, si les dépenses de l'Etat et les impôts s'accroissent d'un même montant, cela entraîne un effet multiplicateur du budget.

Par ailleurs, selon les économistes d'inspiration keynésienne, les variations du taux d'intérêt n'exercent qu'une faible influence sur le niveau et les rythmes de l'investissement. Par conséquent, des taux d'intérêt bas ne suffisent pas à relancer l'investissement et à accroître le niveau de la demande effective.

- ✚ Selon Keynes et les économistes qui se réclament de sa pensée, il existe une « trappe à liquidité » qui fait lorsque le taux d'intérêt descend au-dessous d'un certain seuil, celui-ci réagit plus à une politique monétaire de stimulation de l'activité.
- ✚ Par ailleurs, en régime de change fixes, la politique monétaire perd sa crédibilité comme instrument de régulation des fluctuations de la conjoncture économique.

Le keynésianisme a donc plutôt privilégié l'arme budgétaire que l'arme monétaire en tant qu'outil de régulation de la conjoncture économique.

¹⁴ MARMUSE, (Christian), (1996), *la gestion budgétaire*, 2eme édition veuillbert, 1996.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Cependant, le recours aux politiques keynésiennes de réglage de la conjoncture économique s'est traduit par :

- ✚ D'une part, le phénomène simultané de tassement de la croissance économique et de hausse de l'inflation connu sous le nom de « stagflation »¹⁵.
- ✚ D'autre part, la montée des déficits des finances publiques¹⁶.

Ces évolutions ont marqué d'une façon décisive les limites de l'efficacité des politiques keynésiennes, en tout cas sous leur forme classique¹⁷. Elles ont donné lieu à un courant de recherche fondé sur la soutenabilité des politiques budgétaires visant à concilier :

- ✚ D'une part, le soutien de l'activité économique.
- ✚ Et d'autre part, la possibilité de mener une politique budgétaire sans remettre en cause le ratio dette publique / PIB¹⁸.

3.2. La revue de la littérature empirique : Plusieurs méthodes alternatives se sont développées au cours des dernières décennies, axées principalement sur les considérations empiriques, qui font généralement la distinction entre les effets des différentes composantes de la politique budgétaire sur l'inflation.

L'étude menée par Danlami et ses collègues (2019) vise à examiner les effets dynamiques à court et à long terme du déficit budgétaire sur l'inflation au Nigéria. En utilisant un modèle "ARDL" et en se basant sur des données chronologiques allant de 1970 à 2016, les auteurs ont utilisé l'inflation, mesurée par l'IPC, le taux de croissance économique (variation du PIB), le déficit budgétaire et le taux de change officiel comme variables. Ils ont conclu que le déficit budgétaire était inflationniste à la fois à court et à long terme au cours de la période étudiée. Ils ont expliqué que les déficits, par le biais de l'"approche des dépenses budgétaires", étaient l'un des facteurs contribuant à la pression inflationniste.

En 2019, Erdil et Şahin ont examiné la validité de la théorie quantitative de la monnaie en Turquie, en prenant en compte le fait que l'inflation est considérée comme un phénomène monétaire qui est lié à la masse monétaire et à l'augmentation des déficits budgétaires.

¹⁵ BALI.H « *Inflation et mal-développement en Algérie* », édition OPU Alger, 1993.

¹⁶ Artus, P, *Déficits publics*, Paris, Economica, collection « Economie de Poche », 1996.

¹⁷ NAAS. A, « *Le système bancaire algérien* », Maisonneuve & Larose, Paris 2003.

¹⁸ BERGER Pierre : « *La monnaie et ses mécanismes* », édition bouchene 1978.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Les chercheurs ont utilisé un modèle "ARDL" pour analyser la relation entre le déficit budgétaire et l'inflation pendant la période de 1980 à 2017. Les données utilisées étaient annuelles et les variables sélectionnées étaient l'indice des prix à la consommation (IPC) comme variable dépendante, tandis que le déficit budgétaire (déficit budgétaire/PIB) et la masse monétaire ont été utilisés comme variables indépendantes. Les résultats empiriques ont indiqué une corrélation positive à long et à court terme entre l'inflation et le déficit budgétaire.

Pour étudier de manière empirique la liaison, à court et à long terme, entre l'inflation et le déficit budgétaire en Syrie, Bouza et Sharaf (2018) ont employé quatre variables, à savoir : le taux d'inflation, considéré comme la « variable dépendante », et trois variables indépendantes, à savoir le déficit budgétaire mesuré par « déficit budgétaire / PIB », la masse monétaire M2 et le Taux de Change Effectif Nominal (NEER), en ayant préalablement effectué une transformation en logarithme naturel (ln) afin de réduire les fluctuations dans les séries. Les données, qui s'étalaient sur la période allant de 1990 à 2010, étaient annuelles. Les auteurs ont utilisé un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) ainsi que le test de Johanson pour mesurer la cointégration. Les résultats indiquent qu'il existe une relation positive à long terme entre le déficit budgétaire et l'inflation en Syrie, mais pas à court terme.

Bulawayo et al (2018) explorent le rôle des manques à gagner budgétaires en tant que facteur contribuant à l'augmentation des prix en Zambie, en utilisant la méthode "ARDL" sur la période de 1991 à 2016. Les auteurs ont pris comme variables indépendantes : l'Indice des Prix à la Consommation pour l'inflation, le Produit Intérieur Brut, le rapport entre le déficit budgétaire et le PIB et le taux de change. Les résultats de l'analyse montrent que, même si les manques à gagner ont un impact significatif sur l'inflation à court terme, il n'y a pas de relation significative à long terme.

En 2017, Sanya et Sunday ont étudié la corrélation entre le manque à gagner budgétaire et l'augmentation des prix dans deux économies d'Afrique majeures, à savoir l'Afrique du Sud et le Nigéria. À partir de données trimestrielles de 1980 à 2014, les auteurs ont utilisé trois techniques de calcul, la cointégration de Johanson, le modèle vectoriel à correction

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

d'erreur (VECM) et le test de causalité de Granger. Le test de cointégration de Johanson a révélé la présence d'au moins deux vecteurs de cointégration dans les deux pays. Les résultats de la fonction de réponse impulsionnelle et de la décomposition de la variance ont montré que les effets du manque à gagner budgétaire sur l'inflation étaient positifs et importants dans les deux pays. En outre, la principale cause d'inflation dans les deux pays était le manque à gagner budgétaire et la masse monétaire. En ce qui concerne le test de causalité de Granger, il a révélé une relation unidirectionnelle entre le manque à gagner budgétaire et l'inflation en Afrique du Sud, tandis que la causalité s'est manifestée de manière bidirectionnelle entre le manque à gagner budgétaire et l'inflation au Nigéria.

En 2017, Ehinomen et Ugwu ont exploré la corrélation entre le manque à gagner budgétaire, l'inflation et la croissance de l'ensemble monétaire au Nigeria de 1970 à 2014 en utilisant un modèle VAR et le test de cointégration de Johansen. Les variables étudiées étaient le taux d'inflation, le taux de croissance de M1 et les déficits budgétaires. Ils ont conclu que le gouvernement nigérian avait engendré des effets déflationnistes en finançant des projets d'investissement déficitaires pour stimuler la productivité et les opportunités d'emploi. Nguyen (2015), quant à lui, a examiné les effets du déficit budgétaire et de l'ensemble monétaire M2 sur l'inflation dans neuf pays asiatiques, à savoir le Bangladesh, le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka, la Thaïlande et le Vietnam entre 1985 et 2012. Il a employé le schéma de correction d'erreur PMG (Pooled Mean Group) qui se fonde sur l'évaluation du groupe moyen, en utilisant les variables suivantes, l'inflation IPC, le déficit budgétaire, M2, le PIB réel par personne, les dépenses budgétaires, le taux d'intérêt, le taux de change et le taux d'ouverture économique.

D'après l'étude, le déficit budgétaire, les dépenses publiques et les taux d'intérêt sont les déterminants significatifs de l'inflation. Dans son analyse de la relation entre l'inflation et les déficits budgétaires dans le cadre du Bangladesh, Afrin (2013) a utilisé l'approche de cointégration ARDL en se basant sur les données annuelles de la période allant de 1974 à 2010. Elle a évalué l'inflation pondérée des cinq principaux fournisseurs du Bangladesh (Inde, Chine, Singapour, Hong Kong et Japon) ainsi que l'IPC, le PIB réel, le déficit budgétaire et le taux de change. L'étude a conclu que les déficits publics ont des effets inflationnistes à long terme¹⁹.

¹⁹ZIDELKHIL HALIM « Les implications des déficits budgétaires et du seigneurage dans le processus d'inflation cas de l'Algérie entre 1980 et 2018 » thèse doctorat, université Bejaia, P59 /60.

Chapitre 01 :

Revue de littérature sur les dépenses publiques & l'inflation

Conclusion

Selon la théorie keynésienne originelle, les autorités ont la capacité de favoriser la croissance économique en augmentant la demande effective. Cette augmentation entraîne une augmentation des prix, ce qui diminue les salaires réels et les taux d'intérêt réels, tandis que les taux d'intérêt nominaux augmentent, renforçant encore plus la croissance.

Ce processus est formalisé par le modèle de Hicks-Hansen et élargi par le modèle MPS de Modigliani, qui inclut un effet de richesse positif découlant de l'émission de titres publics pour financer l'expansion budgétaire, ainsi qu'un effet de richesse négatif résultant de la hausse des prix. En économie ouverte, selon le modèle de Mundell-Fleming, l'impact d'une politique budgétaire temporaire est réduit dans un contexte de taux de change flexible en raison des fluctuations de ce dernier, tandis qu'elle est très efficace dans un contexte de taux de change fixe pour atténuer les effets d'éviction hicksienne. Toutefois, une politique budgétaire permanente est neutre en matière de taux de change flexible car elle modifie les attentes des acteurs économiques concernant ces derniers.

Selon l'examen de la documentation, il y a plusieurs divergences dans les théories économiques, qui se basent sur leurs idées, leurs principes et leurs effets. Cela nous a permis de considérer en général l'impact des politiques budgétaires, ainsi que leur influence sur l'inflation en particulier.

Chapitre 02 :

Politique budgétaire
& inflation en Algérie

Introduction

Depuis l'indépendance, diverses politiques budgétaires ont été mises en place en Algérie à travers plusieurs programmes et plans budgétaires, adaptés en fonction de la situation économique et du système politique en vigueur. Ces programmes incluent des mesures temporaires par le biais des dépenses budgétaires ainsi que des changements structurels.

Toutefois, les différentes politiques budgétaires peuvent donner lieu à des déséquilibres économiques majeurs tels que l'inflation. Les économistes ont toujours surveillé de près cette dernière en raison de ses effets néfastes sur l'économie et la société en général.

Ce chapitre est composé de trois sections. Dans la première section nous allons présenter l'évolution de la politique budgétaire et de l'inflation en l'Algérie depuis la fin des années 1990 jusqu'à l'an 2000. Dans la seconde section, nous allons donner un aperçu sur les différents plans de relance menés durant la période 2000-2014 et leur impact sur le taux d'inflation. Enfin, la troisième section porte sur l'évolution de la politique budgétaire et du taux d'inflation durant la période postérieure à 2014.

01 : Evolution de la politique budgétaire et de l'inflation durant la période 1990-2000 : Au cours de la période 1990 - 2000 l'état algérien a enclenché, non sans contraintes, une période de transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Pour la réalisation de ce changement, les autorités budgétaires ont lancé le programme de stabilisation macroéconomique et de réformes structurelles, plan de travail du gouvernement (PTG), ainsi que le plan d'ajustement structurel sous l'égide des institutions monétaires internationales.

1.1. Programme de Stabilisation Macroéconomique et Programme de Travail du

Gouvernement (1990-1993) : Le programme de stabilisation macroéconomique et de réformes structurelles ambitionnait d'engager l'Algérie sur la voie de la transition vers une économie de marché. Pour cela, l'Algérie a pu bénéficier d'un accord de confirmation du FMI et d'un Prêt d'Appui à la Réforme Economique (ERSL) de la Banque Mondiale en Aout 1989.

En raison de la crise économique, politique et sociale grave qu'a connue l'Algérie dans la période qui a suivi l'introduction de ce programme, il a réalisé un progrès très limité et a subi un arrêt dès 1991. Ce dernier a été relancé au cours de l'année suivante, en Septembre 1992

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

et rebaptisé le programme de travail du gouvernement PTG, apportant des modifications importantes dans les objectifs et les mesures du programme initial. Ce programme a bénéficié d'un second accord de confirmation du FMI ainsi que d'un Prêt d'Assainissement et de Restructuration des Entreprises et du Secteur Financier (EFSAL) en Juin 1991.

Le programme de stabilisation macroéconomique a introduit des objectifs d'ordre économique et structurels. Ainsi les objectifs économiques concernent notamment :

- ✚ La relance de la croissance et la mettre sur un sentier de croissance soutenable
- ✚ L'Élimination des déséquilibres macroéconomiques.
- ✚ La réduction des distorsions des prix pour maîtriser l'inflation.

L'état assignait à ce programme des objectifs concernant les réformes structurelles ;

- ✚ Réforme des entreprises publiques et promotion du développement du secteur privé.
- ✚ Développement du secteur financier.
- ✚ Améliorer l'efficacité du marché du travail et de la protection sociale en se basant sur les principes de l'économie de marché.
- ✚ Intégrer l'économie algérienne dans le système économique mondial.

Par ailleurs, le Programme de Travail du Gouvernement introduit en Septembre 1992 pose comme principal objectif la réduction de la contrainte extérieure à moyen terme et Permettre d'honorer les engagements financiers extérieurs de l'Algérie pour éviter un rééchelonnement de la dette.

Pour réaliser ces objectifs les autorités budgétaires ont pratiqué à partir de l'année 1990 une politique de rigueur en s'inspirant des réformes de la Banque Mondiale qui préconise une réduction des dépenses budgétaires. Cependant, pour réduire l'impact social de ces mesures l'état a mis en place une caisse de soutien aux tranches sociales vulnérables. Les autorités budgétaires ont aussi mis en place un système d'assainissement automatique des comptes des entreprises publiques.

Des changements importants ont été opérés dans le système fiscal pour l'adapter à l'économie de marché, cependant, bien que voulant augmenter ses recettes pour réduire son déficit, les autorités budgétaires ne pouvaient augmenter les charges fiscales au risque

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

de nuire à l'objectif de croissance assigné. Par ailleurs une des dépenses de fonctionnement s'est faite à travers deux mesures importantes ; une stabilisation du nombre de fonctionnaires et des réductions d'effectifs ainsi qu'un gel des salaires. De même des réductions de subventions et une libération des prix, contrôlés jusque-là, s'est opérée sur un nombre important de produits.

Le PTG a été introduit en 1991 en raison d'une dette à court terme très importante, se répercutant sur le service de la dette. Ainsi, le principal objectif de ce programme consiste à recouvrer une soutenabilité de la dette extérieure par-là de l'emprunt extérieur à court terme et une préservation des ressources en devises par la compression des importations non essentielles et un contrôle des Crédits extérieurs et des allocations de devises.

Aussi, pour alléger le déficit, l'état a décidé un ralentissement dans la mise en œuvre des réformes économiques pour réduire les coûts à court terme de ces dernières. Les dépenses d'investissement ont été fortement comprimées, en pourcentage du PIB, bien que leur valeur nominale ait largement augmenté du fait de l'inflation. Aussi, l'assainissement des comptes des entreprises publiques a continué mais était inscrit en tant qu'opérations hors budget à travers une caisse nationale spécialement créée à cet effet.

Les dépenses de fonctionnement ont aussi eu une tendance décroissante en pourcentage du PIB, bien que leur valeur nominale ait augmenté en réponse à l'inflation. Cette dernière est due aux réformes structurelles, principalement la libéralisation des prix, bien que la politique de soutien des prix, a été poursuivie à un rythme plus modéré. Cependant, le taux d'inflation a pu être contenu autour de 21% grâce aux mesures monétaires et la stabilisation des salaires.

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

Ainsi, le solde budgétaire global est devenu fortement déficitaire atteignant 174 M DA en 1993. Ce déficit a été principalement couvert par des sources externes, alors que l'état a pu se désendetté auprès du système bancaire durant les deux premières années. En ce sens, le service de la dette atteignait 9 milliard USD en 1993 soit 68% du PIB, obligeant l'état à réduire ses importations.

Le PTG n'a pas non plus permis de sortir de la crise économique avec une dette extérieure et une inflation toujours importante et une croissance économique en récession atteignant - 2,1% en 1993.

1.2. Plan de Stabilisation et d'Ajustement Structurel 1994-2001 : Un programme de stabilisation macroéconomique à court terme a été mise en place en 1994 pour accélérer les réformes structurelles avec l'appui du FMI à travers l'accord de confirmation et le financement compensatoire couvrant 12 mois. Ce programme a pour principal objectif un retour à la croissance et une maîtrise du niveau de l'inflation¹. Par la suite, un plan d'ajustement structurel a été réalisé à travers le « mécanisme élargi du crédit » du FMI et les « prêts d'ajustement » de la Banque Mondiale introduits en 1995. Ces deux mesures devaient permettre de viser des objectifs de court et de long terme, qui concernent non seulement la politique budgétaire mais la politique macroéconomique globalement.

A court terme, ce plan vise principalement à recouvrer les équilibres macroéconomiques, notamment ; Une soutenabilité de la dette et une maîtrise du service de la dette, qui absorbait la majeure part des recettes budgétaires, grâce à une restructuration de la dette ; Une reprise de la croissance économique pour permettre de résorber l'excès de demande pour la maîtrise de l'inflation et réduire le chômage à un niveau acceptable ainsi que de dégager des ressources budgétaires internes nécessaires pour les réformes structurelles des entreprises publiques. En ce sens, l'objectif établi pour la croissance économique est fixé à 3% pour l'année 1994 et 6,2% pour l'année 1995 alors que l'inflation devait passer de 21% en 1993 à 38,7% en 1994 puis baisser à 22% en 1995².

¹ BENI SAAD, H. le plan d'ajustement structurel : l'expérience du Maghreb. Edition OPU. Alger. 1999. P34

² BELACHE, Y. « essai d'évaluation des effets de l'ajustement structurel sur de développement local ». Thèse pour le magister de l'université de Bejaia. P48

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

Ce plan prévoit le transfert de la valeur des dettes restructurées vers le compte du Trésor qui devra utiliser sa contrevaletur en monnaie locale pour réduire sa dette envers le système bancaire algérien. En outre, les banques devaient continuer à assurer les versements inhérents au service de la dette non restructurée. Pour augmenter les ressources budgétaires le PAS impose une augmentation de la fiscalité sur les produits pétroliers, les produits de luxes et les bénéfices non distribués des sociétés, de même qu'une plus grande couverture de la TVA et une réduction des exonérations fiscales. D'ailleurs, une plus grande part de ces taxes a été allouée au budget de l'état. Aussi, la dépréciation du taux de change du dinar devait se répercuter positivement sur les recettes fiscales provenant des opérations du commerce extérieur principalement la fiscalité pétrolière.

Concernant les dépenses budgétaires, les principales mesures imposées concernent un plafonnement des hausses salariales dans la fonction publique fixées à 12,5% et une importante réduction des subventions ainsi qu'une faible croissance des dépenses d'équipement ne devant représenté que 29% du PIB en 1995. Ainsi, la solde globale devait devenir faiblement excédentaire en 1995.

Cependant, les remboursements importants au titre du principal de la dette à moyen et long terme estimés à 6 milliard USD par an devait aggraver le déficit global créant un besoin de financement de 8 M USD. Ce besoin de financement était très important, notamment dans un contexte d'épuisement des réserves de changes et de faibles investissements directs étrangers du fait de la situation économique et politique dégradée. Une grande partie de ce besoin a été couverte par les mécanismes du FMI et les restructurations multilatérales de la dette, notamment le Club de Paris, alors que le reste des besoins de financement ont été couvert par de nouvelles mobilisations de dette à moyen et long terme.

Le programme d'ajustement structurel était aussi accompagné d'un ensemble d'objectifs macroéconomiques et budgétaires à moyen et long terme dans une optique d'appui aux réformes structurelles pour la transition vers une économie de marché et permettre une croissance soutenue. Ce plan fixe un objectif de croissance du PIB à 5% pour les années 1996 et 1997 puis une stabilisation de ce taux à 6% par an entre 1998 et 2001.

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

Cette croissance est accompagnée d'une baisse du taux de chômage à 22% en 1997 puis se stabiliser à 18% entre 1998 et 2001. Cependant, l'objectif principal, eu égard à l'origine de la crise économique algérienne, consistait dans l'atteinte d'un niveau soutenable du service de la dette à moyen et long terme dont le ratio devait se stabiliser à 35% à partir de 1998. Aussi, l'inflation devait se stabiliser autour de 10% par an. A moyen et long terme, la baisse du service de la dette devait permettre à l'Algérie de relancer ses importations en vue d'accomplir les ajustements structurels programmés³.

Dans le domaine budgétaire, la politique de rigueur devait se poursuivre par une réduction équitable des dépenses de fonctionnement et d'investissement. Ceci à travers un maintien de la limitation des salaires réels et une meilleure allocation des dépenses d'investissement aux projets dont la rentabilité économique est la plus élevée. Aussi, des recettes importantes devaient provenir de la mise en circulation des devises sur le marché interbancaire par le Trésor, comme première étape d'une libéralisation du taux de change.

Concernant les réformes structurelles, celles-ci visent principalement à stimuler une réponse de l'offre aux mesures sur la demande induite par le PAS pour réaliser une croissance soutenable. Ces réformes concernent des réductions des rigidités structurelles pour encourager la concurrence interne et externe. Cela concerne une plus large libéralisation des prix et une élimination des pénuries qui caractérisaient la période de planification. Dans le même sens, le plan d'ajustement structurel prévoit une plus large restructuration des entreprises publiques pour leur permettre de devenir rentables à long terme par les différentes mesures qui l'accompagnent mais aussi par un épurement des créances non performantes des banques sur ces dernières estimées à 400 M DA. En outre, des réformes structurelles devaient être réalisées dans les marchés financiers et ceux du travail pour garantir une meilleure allocation des facteurs de production et des ressources financières⁴. Aussi, pour accompagner les différentes mesures du plan d'ajustement structurel, les mesures de protection sociale devaient être adaptées à la nouvelle structure de l'économie.

³ AZIB lamia, TIAB fayçal, 2017, « L'impact de la politique d'austérité sur la croissance économique en Algérie », p25.

⁴ Achour TaniYamna, 2014, « L'analyse de la croissance économique en Algérie », THESE De Doctorat en Sciences Option : Finances Publiques. P31.

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

Ce changement doit notamment permettre de concentrer les ressources budgétaires, rares, aux groupes les plus vulnérables, qui devaient être les plus touchés par les mesures d'austérité et de transition. Il est à noter que les résultats, notamment quantitatifs, annuels de la conduite du plan d'ajustement structurel devaient être présentés et discutés auprès de deux organes institutionnels algériens à savoir le conseil national économique et social CNES et le conseil national de transition CNT, parlement législatif effectif entre Mai 1994 et Juin 1997. Ces mesures ont permis un retour à la croissance économique qui a été en moyenne de 3,2% par an entre 1994 et 2000, bien que ces résultats restent légèrement inférieurs aux objectifs fixés initialement par le PAS. Cette reprise de la croissance est notamment marquée dans deux secteurs, celui des hydrocarbures et celui de l'agriculture, ce qui peut induire que l'économie algérienne est encore dépendante de l'évolution des cours internationaux des hydrocarbures. Suivant l'évolution de la croissance, l'inflation a pu être réduite, bien que plus tardivement que l'objectif visé, jusqu'à moins de 1% en 2000.

Malgré les contraintes imposées par la mise en place du plan d'ajustement structurel, les investissements publics ont continué de croître à un rythme soutenu, soit 15% par an durant cette période atteignant 346,58 milliard DA pour l'année 2000. La composition sectorielle des investissements publics a fortement changé. Durant les quatre premières années, les dépenses relatives aux réformes structurelles représentaient la majeure part puis ont fortement baissé à partir de l'année 1998 alors que les dépenses en habitat, très faibles auparavant, ont fortement augmenté à partir de 1998, date de fin du PAS qui limitait les dépenses sociales.

Chapitre 02 :
Politique budgétaire et inflation en Algérie

Tableau 01: Objectifs et Résultats (1994-2001)

	1994		1995		1996		1997		1998-2001	
	Prévu	Réal	Prévu	Réal	Prévu	Réal	Prévu	Réal	Prévu	Réal
Dép. Bud (%PIB)	33%	38%	29%	37%		28.2%		30.4%		30%
Croissance	3%	-3%	6.2%	4%	5%	4%	5%	1.1%	6%	3.8%
Chômage		24%		27.9%	23%	28.7%	22%	25.4%	18%	27%
Inflation	38%	29%	22%	29%	10.5%	16.5%	10%	5.7%	10%	3%
Dette EXT. (10° USD)	25.7%	28.4%	28.2%	31..3%	32%	31.3%	33.4%	28.7%	33%	23.3 7%
Service Dette	47%	50.6%	36%	36.4%	40%	28.5%	40%	26%	35%	29.5 %

Source : AMANI Ismail, « Impact des Composantes de la Politique Budgétaire sur l'Inflation et la Croissance en Algérie (1970 – 2014) », thèse de doctorat, université d'Oran. P63.

Les dépenses de fonctionnement ont connu une croissance stable à 15% par an alors que la masse salariale a été globalement maîtrisée à un taux inférieur à 10% sauf pour les deux premières années d'exécution du PAS, marquées aussi par une forte inflation ce qui a permis d'atteindre l'objectif de stabilité de ces derniers en termes réels.

Dans le même sens, bien que la valeur du service de la dette ait augmenté en dinars courant durant cette période, ceci est due principalement à l'inflation, ce qui s'est traduit par une forte baisse de son ratio par rapport au PIB.

Ce dernier a été ramené à 32% en 1996 alors que l'objectif du plan été fixé à 40%, ce taux est même inférieur à l'objectif de long terme posé pour 2001 fixé à 35%. Ce résultat est important dans la mesure où il a permis aux autorités budgétaires de mieux gérer leurs ressources pour l'atteinte des objectifs de long terme. En ce sens, la dette extérieure algérienne, a connu une tendance clairement décroissance pour atteindre 23,37 milliard USD en 2000, soit une baisse annuelle de 6%.

D'un autre coté les réserves de change ont connues une évolution positive et supérieure aux objectifs fixés atteignant 4 milliard USD en 1996 soit le double des prévisions du plan⁵. Les mesures structurelles du plan ont été dans une grande mesure appliquée. Concernant les entreprises publiques, un nombre important de ces dernières, 900 entreprises, ont été dissoutes. Près de 20% des entreprises à vocation nationale et 30% des entreprises locales. Par ailleurs l'état a procédé à de fortes réductions d'effectifs dans les entreprises publiques avec un taux atteignant 40% entre 1994 et 2000 soit 320000 emplois. Ainsi, le taux de chômage a augmenté jusqu'à 30% en 2000, ce qui démontre l'impact social de l'ajustement.

Cependant, les effets positifs sur le reste de l'économie, notamment une compensation du secteur privé, n'avait pas accompagné immédiatement ces mesures résultant dans une baisse de la production industrielle. Par ailleurs, les mesures de maîtrise de l'évolution des salaires en deçà des taux d'inflation ont provoqué une baisse du pouvoir d'achat qui a été plus marquée pour les cadres que pour les agents d'exécution, ce qui confirme les mesures d'ordre social accompagnant le plan d'ajustement structurel.

02 : Plans de relances et inflation durant la période 2001 – 2014 : De développement économique visant à diversifier les sources de revenus et à réduire la dépendance aux ressources pétrolières. Cette stratégie a permis de stabiliser l'économie et de stimuler la croissance dans différents secteurs, tels que l'agriculture, le tourisme et les services. En outre, des réformes ont été entreprises pour améliorer le climat des affaires et attirer les investissements étrangers. Malgré ces avancées, des défis persistent, notamment en matière de création d'emplois et de réduction des inégalités sociales.

Des investissements publics importants sont nécessaires, en particulier dans les infrastructures économiques et sociales. De cette manière, le dispositif de soutien à la reprise économique PSRE est instauré en avril 2001 et s'étend sur la période de 2001 à 2004, dans le but de faire face à un taux de chômage élevé et à une croissance considérée comme insuffisante après l'achèvement du plan d'ajustement structurel. Ce dernier a entraîné d'importantes conséquences sociales en raison des mesures de rigueur imposées.

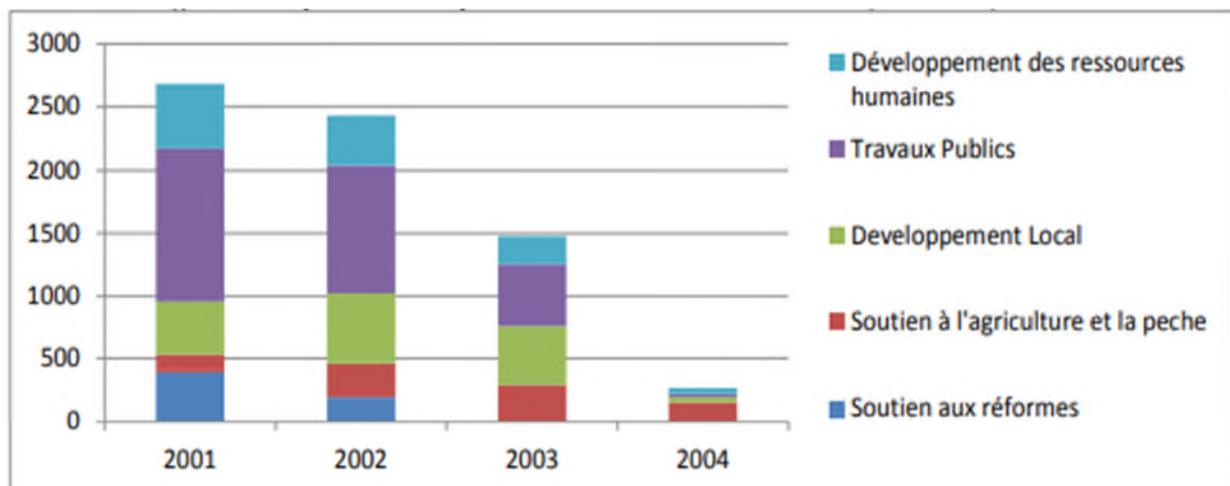
⁵ Rapport de la Banque d'Algérie, « évolution économique et monétaire en Algérie », 2004, P.65.

Ce schéma est accompagné d'un schéma quinquennal en 2005, nommé le Plan Additionnel de Soutien à la Croissance PAC⁶, destiné à prolonger les actions du premier schéma quadriennal.

Ces deux programmes d'investissement gouvernementaux sont suivis d'un autre plan quinquennal 2010-2014 nommé le Programme d'Investissement Public. Ce dernier est conçu principalement pour achever les projets débutés durant les deux programmes précédents et introduire également de nouvelles initiatives d'investissement dans les infrastructures économiques.

2.1. Plan de Soutien à la Relance Economique PSRE 2001-2004 : Les autorités budgétaires allouent 7 milliards de dollars pour ce projet, soit l'équivalent de 525 milliards DA. Les investissements prévus diminuent chaque année, passant de 2,69 milliards USD en 2001 à seulement 0,27 milliard USD pour 2004, qui est la dernière année du plan. Les dépenses s'élèveront à 2,43 milliards USD en 2002 et à 1,48 milliard USD en 2003, entre les deux années.

Figure 01: Répartition Temporelle des Investissement du PSRE (2001-2004) 106 USD



Source : Ivan Martin, politique économique et stabilité de l'état, CERI, Mars/Avril 2003

⁶(KouiderBoutaleb (2004), Op.cit., p7).

Les sommes sont distribuées en fonction des priorités de la politique budgétaire. Ainsi, 35% de cette somme est allouée aux travaux publics, qui ont également pour but d'améliorer le service public, en passant par les infrastructures économiques et de communication, ainsi qu'un programme important de logement. En outre, 24% de ce plan est consacré au développement local et 19% pour le développement des ressources humaines. Enfin, 22% de ce plan est destiné à soutenir certaines réformes, notamment en consolidant les bilans des banques commerciales et en apportant divers soutiens au secteur agricole.

Ce programme inclut également des mesures de réduction d'impôts pour les entreprises locales et les investisseurs internationaux. Il convient également de souligner qu'en même temps que le PSRE, un plan national de développement agricole PNDA a été instauré en juillet 2002 pour stimuler la croissance de ce secteur, mais cela engendre des coûts supplémentaires pour le PSRE⁷.

2.2. Plan de Complémentaire de Soutien à la Croissance 2005-2009 : Afin de mettre en œuvre le plan supplémentaire de soutien à la croissance, les autorités budgétaires ont réservé initialement une somme de 4203 milliards de dinars algériens, soit 55 milliards de dollars US, pour une durée de cinq ans. Cette somme a été augmentée de 1191 milliards de dinars algériens pour couvrir des dépenses supplémentaires. Toutefois, le plan a été modifié pour intégrer deux programmes majeurs pour les années 2006 et 2007.

Il s'agit du programme spécial pour le développement de la région du Sud, qui représente un montant de 432 milliards de dinars algériens, et du programme spécial pour le développement de la région des hauts plateaux, qui s'élève à 668 milliards de dinars algériens. De plus, il y a un solde restant du programme précédent d'investissements publics, le PSRE, évalué à 1071 milliards DA et diverses dépenses estimées à 1140 milliards DA.

Par conséquent, le montant total des investissements prévus pour le PCSC est estimé à 8705 milliards DA, soit 114 milliards USD.

⁷(Ivan Martin (2003), "Politique économique et stabilité de l'état", CERI, Mars/Avril 2003, p10-11).

2.3. Programme d'investissement Publics 2010-2014 : Le plan d'investissement public a été instauré en 2010 afin de terminer les projets entamés lors des deux plans précédents, évalués à 9.700 milliards DA, soit 130 milliards USD, principalement pour la construction de routes⁸, de voies ferrées et dans le domaine de l'hydraulique. En outre, ce dernier inclut de nouveaux investissements évalués à 11.534 milliards DA, soit 130 milliards USD sur toute la durée du programme. Par conséquent, le budget total de ce plan d'investissement public s'élève à 21.124 milliards DA, soit 286 milliards USD⁹.

Les résultats concernant la croissance effective et l'emploi durant la période de mise en œuvre du PSRE semblent satisfaisants et correspondent aux objectifs établis. La croissance économique a ainsi atteint un taux moyen de 5,2 % par an, avec un pic de 7,2 % en 2003 et un creux de 4,3 % en 2004. Ces taux témoignent d'une évolution significative par rapport au taux enregistré en 2000, qui était estimé à 2,2 %.

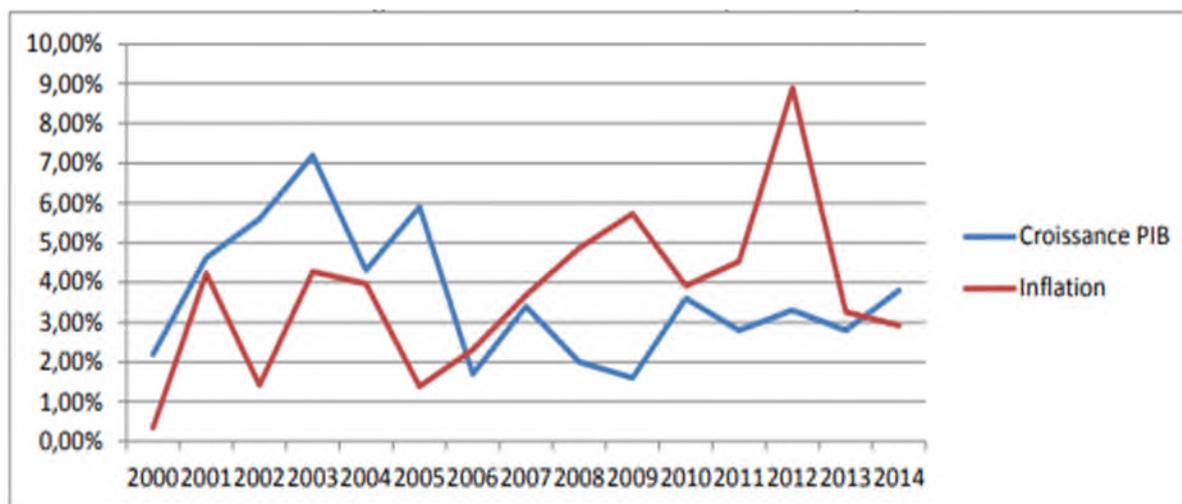
Ces résultats encourageants en matière de développement économique ont également eu un impact positif sur le marché du travail. En effet, le taux de chômage qui était de 29,8% en 2000 a été réduit de près de 10% au cours des quatre années de mise en œuvre de ce plan pour atteindre 20% en 2004. Il convient de souligner que cette croissance n'a pas été réalisée au détriment de la stabilité des prix. Ainsi, le taux d'inflation est resté relativement stable autour de 4% par an, sauf en 2002 où il n'a été que de 1,42%.

⁸ (La Banque Mondiale (2007), Op.cit., p1).

⁹ (Khaled Menna (2014), Op.cit., p17).

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

Figure 02: Croissance et Inflation (2000 - 2014)



Source : réalisé par nous même à partir les données de l'ONS

Malgré un taux de croissance significatif enregistré en 2005, les années suivantes du PCSC (2005 à 2009) ont connu une croissance globalement modérée, avec une moyenne de 2,1%. En incluant l'année 2005, cette moyenne s'élève à 2,9%. La croissance a atteint son niveau minimum en 2009, avec un taux de croissance réel de seulement 1,6%.

En même temps que la croissance économique faible, le taux d'inflation a connu une faible augmentation en 2005, atteignant seulement 1,38%. Cependant, il a connu une tendance à la hausse au cours de cette période sans jamais atteindre des niveaux très élevés. Son taux maximum a été enregistré en 2009 avec 5,73%, tandis que la moyenne de cette période s'est établie à 3,6%.

En définitive, durant la période allant de 2010 à 2014, alors que les autorités budgétaires appliquaient les mesures du programme d'investissement, la croissance économique a maintenu une stabilité remarquable, ne variant que légèrement autour de sa moyenne de cette période, soit un taux de croissance annuel de 3,2%. Quant à l'inflation, exception faite de l'année 2012, marquée par des rappels de salaires significatifs ayant engendré un taux d'inflation de 8,89%, celle-ci est restée globalement modérée, atteignant son plus bas niveau en 2014 avec 2,92%. En conséquence, le taux d'inflation a affiché une moyenne de 4,69% sur l'ensemble de la période, et seulement 3,6% en excluant l'année 2012.

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

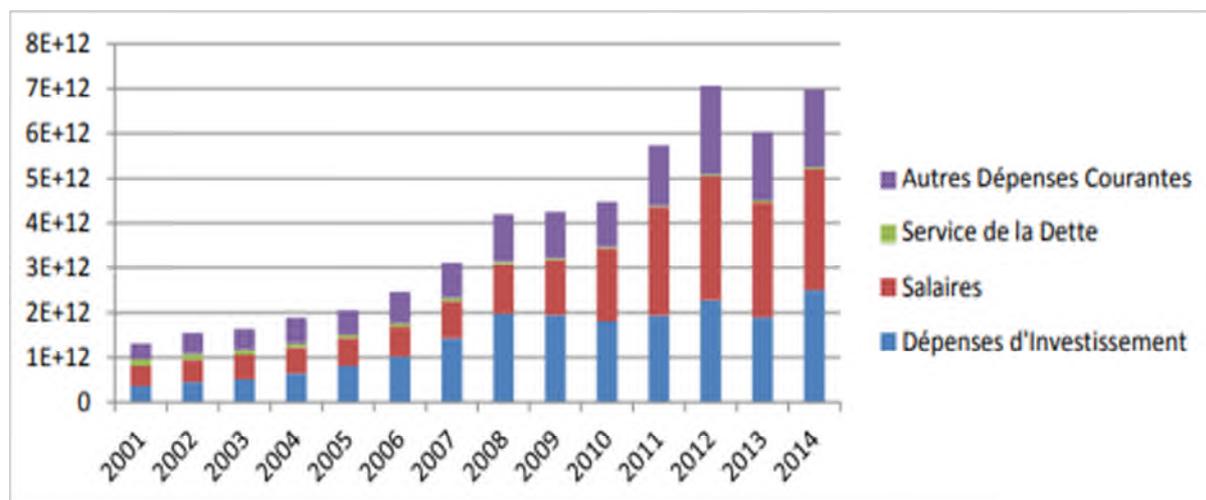
En ce qui concerne les coûts d'investissement publics, ils ont connu une augmentation régulière de 357,4 milliards DA en 2001 à 1973,3 milliards DA en 2008. Ils sont restés stables entre 2008 et 2014, avec une moyenne annuelle d'environ 2000 milliards DA.

De cette manière, le total des investissements effectués pendant la période de mise en œuvre du Plan de Soutien à la Relance Économique PSRE s'est élevé à 1964,87 milliards de dinars algériens, tandis que ces dépenses ont augmenté de 78,5% entre 2001 et 2004. Toutefois, il convient de noter que ces dépenses englobent également les frais d'équipement des administrations publiques ainsi que les dépenses supplémentaires du PNDA qui n'ont pas été incluses dans le plan initial.

Les coûts ont considérablement augmenté durant la mise en œuvre du PCSC, de 2005 à 2009, en conformité avec son ampleur relative. Les autorités budgétaires ont accumulé des frais d'investissement d'environ 7176,28 milliards DA au cours des cinq années du plan, équivalant à 265% des dépenses du plan précédent, mais restant légèrement inférieurs au PCSC initial. Ainsi, ces derniers ont connu une hausse de 140% durant cette période, passant de 80,69 milliards DA en 2005 à 1946,3 milliards en 2009, soit une croissance annuelle moyenne de 28,24%.

En raison de la situation économique mondiale défavorable et de la diminution des prix des énergies fossiles, les autorités financières n'ont pu réaliser que 10404 milliards de dinars algériens d'investissements publics entre 2010 et 2014, alors que le programme d'investissement public pour cette période prévoyait des dépenses de 21124 milliards de dinars algériens. Ainsi, les investissements ont connu des fluctuations, mais ont tout de même augmenté de 37,94% en 2014, atteignant un montant de 2493,9 milliards de dinars algériens par rapport à leur valeur en 2010.

Figure 03: Evolution des Dépenses Budgétaires (2001-2014)



Source : réalisé par nous même à partir les données de l'ONS

En ce qui concerne les frais réguliers, ils ont connu trois évolutions au cours de cette période. Tout d'abord, une légère tendance à la hausse, passant de 963,6 milliards DA en 2001 à 1250,9 milliards DA en 2004, soit une croissance moyenne annuelle de 7,4 %. Cette période est caractérisée par un niveau de salaires relativement stable et une diminution continue du service de la dette suite à des remboursements anticipés de la dette publique extérieure.

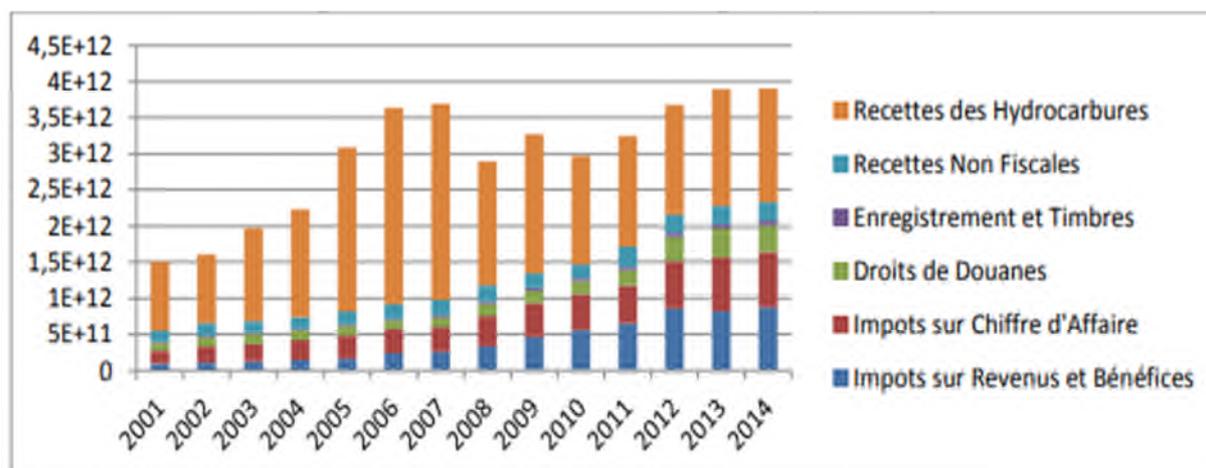
À partir de l'année 2005, la tendance s'est accélérée de manière significative, passant de 124,5 milliards DA à 2218 milliards en 2008, soit une augmentation de 78% sur la période ou 19,5% par an en moyenne. Les dépenses de fonctionnement se sont stabilisées l'année suivante à 2300 milliards DA. Ces augmentations sont principalement dues à de fortes hausses salariales dans la fonction publique, résultant de l'introduction d'une nouvelle grille des salaires en 2007 et de nouveaux statuts pour les différents services relevant de la fonction publique. Il convient de noter que le service de la dette est devenu pratiquement insignifiant à partir de cette période.

De 2010 à 2014, les dépenses courantes ont connu une croissance significative de 79,8% au cours des trois premières années, soit une moyenne annuelle de 26,6%. Elles ont augmenté de 2659,1 milliards DA en 2010 à 4782,6 milliards en 2012 en raison de dépenses ponctuelles, principalement des rappels salariaux de la période précédente versés au cours

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

des trois premières années de cette période. Par conséquent, le montant a diminué pour les deux dernières années à 4131,5 et 4486,3 milliards DA respectivement pour 2013 et 2014.

Figure 04: Evolution des Recettes Budgétaires (2001-2014)



Source : réalisé par nous même à partir les données de l'ONS

En ce qui concerne les revenus budgétaires, les recettes des hydrocarbures ont prédominé jusqu'en 2009. Toutefois, en raison de la baisse des prix des hydrocarbures après cette période, leur part n'a cessé de diminuer et a pu être compensée par les recettes régulières.

De cette manière, les gains budgétaires ont initialement connu une croissance modérée de 48% entre 2001 et 2004, ce qui représente une augmentation annuelle de 12%. Au cours de ces années, les revenus des hydrocarbures ont exercé une influence majeure en augmentant de 55,3%, représentant ainsi 63,9% du total des gains estimés à 7313,1 milliards DA. En revanche, les gains réguliers n'ont que légèrement augmenté, passant de 549,1 milliards DA à 744,2 milliards DA pendant la durée du PSRE, soit une augmentation moyenne de 8,8% par an.

La deuxième période, qui coïncide avec le PCSC, présente trois tendances similaires à celles des dépenses au cours de cette période. Tout d'abord, il y a eu une augmentation significative des recettes au cours des deux premières années, passant de 3082,8 milliards DA en 2005 à 3639,9 milliards en 2006, soit une augmentation de 18%. Cette croissance est principalement due à la forte augmentation des recettes des hydrocarbures, passant de 2267,8 à 2714 milliards DA entre ces deux années. Les recettes totales se sont stabilisées en

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

2008 à 3687 milliards DA, avant de chuter de 21,2% en 2008 pour atteindre 2902,4 milliards DA, suivant la tendance négative des recettes des hydrocarbures suite à la crise économique internationale. Ces dernières ont baissé de 36,7% entre ces deux années, mais ont été relativement compensées par une croissance de 21% des recettes ordinaires. Il convient de noter que les recettes budgétaires ont légèrement augmenté en 2009 pour atteindre 3275,4 milliards DA, malgré des niveaux toujours bas des recettes pétrolières, même si elles étaient meilleures qu'en 2008, grâce à une croissance des recettes ordinaires qui ont enregistré une augmentation de 13,6% durant cette année.

De 2010 à 2014, les revenus ont connu une tendance à la hausse, passant de 2989,4 milliards DA en 2010 à 3908,3 milliards en 2014, soit une augmentation de 37% au cours de cette période. Cette croissance est principalement due à l'augmentation des revenus ordinaires, qui ont augmenté de 56,65% au cours de cette période, soit une moyenne de 11,3% par an, atteignant 2330,6 milliards DA en 2014. Cependant, les revenus provenant des exportations d'hydrocarbures sont restés faibles et fluctuants, avec une moyenne de 1550 milliards DA au cours de cette période. Il convient de noter que la croissance des revenus ordinaires a été stimulée par une augmentation des impôts sur l'activité et les revenus, en partie due à des augmentations salariales, ainsi qu'une augmentation significative des taxes sur le commerce extérieur.

D'après les avancées antérieures, le bilan financier a connu deux grandes évolutions entre 2001 et 2014, passant d'un surplus à un déficit important. Ainsi, le bilan public était initialement en excédent et a augmenté de 543,31 % entre 2001 et 2006, atteignant 1186,9 milliards DA par rapport à 184,5 milliards DA au cours de cette période. Cette croissance est principalement due à la forte performance des cours des hydrocarbures et des recettes budgétaires qui en découlent.

Toutefois, la crise internationale qui touche les revenus provenant des hydrocarbures entraîne une réduction de moitié de l'excédent du solde budgétaire en 2007, qui s'établit à 579,2 milliards DA, devenant négatif dès 2008 et jusqu'en 2014, avec une tendance globalement à la baisse. Ainsi, le solde budgétaire global diminue de 630,34% entre 2007 et 2014, passant d'un excédent de 579,2 milliards à un déficit de 3071,9 milliards DA pendant

cette période. Il convient de souligner que le déficit atteint son maximum en 2012, s'élevant à 3384,1 milliards DA, mais connaît une légère amélioration tout en restant négatif en 2009 et en 2013.

Au cours de la même période, l'endettement extérieur a connu une légère augmentation au cours des trois premières années, passant de 20,7 à 21,89 milliards de dollars US entre 2001 et 2003. Ensuite, il a commencé à diminuer considérablement pour atteindre 15,5 milliards de dollars US en 2005, puis 3,87 milliards de dollars US en 2006, soit une baisse de 82% en trois ans. Malgré le niveau modéré de l'endettement extérieur et les déficits budgétaires enregistrés dans le solde budgétaire à partir de 2008, ce dernier a continué de diminuer jusqu'en 2014, où il s'est établi à 1,1 milliard de dollars US.

Il convient de mentionner qu'un fonds de stabilisation des revenus a été instauré en 2001, celui-ci est approvisionné par l'écart entre les revenus réels des hydrocarbures et ceux enregistrés en tant que recettes budgétaires au prix de référence mentionné dans les lois de finances.

03 : Politique budgétaire et inflation durant la période 2014 - 2020

3.1. L'apparition des déficits budgétaires et recours à des politiques d'austérité : En 2014, l'Algérie se retrouve dans une situation de grande fragilité pour la deuxième fois depuis son indépendance, qui, à certains égards, est similaire à celle qui a suivi le contre-choc pétrolier de 1986. Cela met en lumière l'échec évident de toutes les politiques économiques mises en place depuis les années 1970 : malheureusement, le prix du pétrole continue de régir en grande partie le budget de l'État, la balance des paiements, le taux de change, le volume des diverses subventions et la majorité des prix, y compris le taux de salaire réel.

Suite à la baisse de la taxation pétrolière, le déficit budgétaire est devenu chronique depuis 2014 : 3 186 milliards de dinars en 2014 ; 3 172 milliards de dinars en 2015 et 2 344 milliards de dinars en 2016 ; 1 590 milliards de dinars en 2017 ; 3 471 milliards de dinars en 2018 ; 1457 milliards de dinars en 2019, représentant ainsi 12,2% du PIB.

Jusqu'en 2016, le Fonds de régulation des recettes (FRR) a principalement servi à combler le déficit budgétaire, tel qu'il avait été créé pour compenser l'impact des variations des prix

du pétrole sur le budget. En effet, les montants de 2 965, 2 886 et 1 387 milliards DA ont été prélevés respectivement en 2014, 2015 et 2016. En 2017, le FRR n'a pu absorber qu'une partie du déficit du Trésor, forçant le gouvernement à puiser dans les réserves restantes du FRR (784 milliards DA) pour financer une partie du déficit. Finalement, le FRR, initialement destiné à être une épargne pour les générations futures, a été entièrement épuisé à la fin de février 2017 (DGT), soit moins de 3 ans après le début de la crise ! Face à la chute drastique des prix du pétrole, qui a commencé mi-2014, les politiciens de l'État ont été pris de panique dès la fin de l'année 2014.

Le gouvernement est alors dans l'obligation de mettre en place une politique de rigueur face à la perspective d'une situation économique et financière plus difficile. Cette politique de rigueur s'est jusqu'à présent concrétisée par l'augmentation des tarifs des carburants, la restriction des importations, l'abandon de nombreux projets d'infrastructures considérés comme non prioritaires et enfin, la réduction (voire le gel comme en 2015) des recrutements dans pratiquement tous les secteurs de la Fonction publique. Les restrictions budgétaires ont également affecté les différents mécanismes et dispositifs d'aide à l'emploi et à la création d'activités pour les jeunes entrepreneurs (ANSEJ, CNAC et ANGEM).

À partir de 2016, le gouvernement commence à instaurer des limitations quantitatives sur les importations en mettant en place des licences d'importation (quotas), en particulier pour les véhicules et le ciment. L'objectif est de réduire la dépense liée aux importations et de stimuler la production nationale. En outre, depuis 2017, le gouvernement établit chaque année une liste de produits interdits à l'importation. Depuis 2018, certains produits qui étaient auparavant interdits à l'importation sont maintenant soumis à un droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS), ce qui représente une taxe douanière supplémentaire pouvant aller de 30 à 200%. Les autorités ont pour but de protéger la production nationale en rendant les produits importés excessivement coûteux.

Afin de compenser la diminution des recettes fiscales provenant du pétrole, le gouvernement a décidé dans le cadre des lois de finances (LF) de 2017 et 2018 :

- ✚ D'augmenter la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP), ce qui a entraîné une hausse significative des prix des carburants.

Par exemple : en 2017, le prix de vente au détail de l'essence normale a augmenté de +14,11% ; le super et l'essence sans plomb ont augmenté respectivement de +12,94% et +13,08% ; le gasoil a augmenté de +7,85%. Entre 2015 et 2017, soit en deux ans seulement, les prix du carburant ont augmenté en moyenne de plus de 40%. En 2018, le prix des carburants a de nouveau augmenté d'au moins 30% en moyenne.

D'augmenter certains impôts indirects, tels que :

- ✚ La TVA, qui a augmenté de 2 points en 2017, passant de 17% à 19% pour le taux normal et de 7% à 9% pour le taux réduit.
- ✚ La taxe foncière et celle sur les véhicules neufs ont doublé en 2016.
- ✚ D'augmenter certains droits de timbre, comme **par exemple** les tarifs des timbres pour le passeport biométrique, qui sont passés à 6000 DA en 2017.

À la suite de l'augmentation des taxes, impôts et droits de timbre, on constate également une augmentation importante et soudaine des prix de la plupart des biens et services. Les coûts de transport et la TVA sont souvent utilisés comme prétexte par les acteurs de la distribution pour justifier ces hausses excessives de prix.

Depuis au moins 2016, l'instabilité des prix, l'absence de contrôle, la spéculation et les pénuries (notamment de lait reconditionné et d'huile alimentaire) sont devenues monnaie courante. Outre les limitations sur les importations et les hausses des taxes et impôts indirects, d'autres mesures extraordinaires sont mises en place. La première mesure concerne la régularisation de l'argent informel, appelée "mise en conformité volontaire". Elle permet à toute personne de bancariser ses fonds (c'est-à-dire de les réintroduire dans le circuit bancaire officiel) moyennant un impôt de 7 %, sans condition préalable. Cette opération, jugée injuste et immorale, s'est finalement révélée être un échec.

Trois mois après son lancement en novembre 2015, elle n'a permis de collecter qu'entre 3 et 3,5 milliards de Dinars (soit 30 et 35 millions de dollars) au lieu des dix milliards espérés d'ici la fin décembre de la même année.

De plus, en avril 2016, le gouvernement a lancé un prêt obligataire appelé « Prêt national pour la stimulation économique » (PNSE). Les obligations émises ont une valeur de 50 000

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

DA chacune et sont assorties de deux taux d'intérêt déterminés en fonction de la période de remboursement : les obligations de 3 ans avec un taux d'intérêt de 5 % et celles de 5 ans avec un taux d'intérêt de 5,75 %. Les particuliers et les entreprises peuvent souscrire à l'emprunt obligataire d'État. L'objectif déclaré des autorités est de mobiliser l'épargne nationale (en particulier les liquidités en circulation dans l'économie informelle) pour financer le déficit budgétaire, en particulier les projets d'infrastructure en cours (et non les dépenses courantes de l'État).

Le lancement de l'emprunt obligataire en avril 2016, qui avait une période de souscription de six mois, semble être une reconnaissance de l'échec de l'opération de "mise en conformité fiscale". Au lieu d'un impôt de 7%, cet emprunt offre des intérêts de 5% pour une durée de 3 ans et 5,75% pour une durée de 5 ans, presque dans les mêmes conditions. Cependant, en achetant de l'argent informel (grâce à l'opération de "mise en conformité volontaire"), cet emprunt obligataire ampute l'épargne des ménages et des entreprises du secteur formel, sachant que le taux d'inflation (6,4% en moyenne annuelle pour l'année 2016 selon l'ONS) est déjà plus élevé que le taux d'intérêt offert.

En raison de la faible efficacité de ces deux méthodes de financement, le gouvernement a dû utiliser la méthode de financement non conventionnelle, également appelée « planche à billet », à partir de 2017 pour combler le déficit budgétaire. Cette méthode consiste en la création de monnaie à partir de rien. En seulement deux ans, entre le 1er janvier 2017 et la fin de janvier 2019, les avances accordées par la Banque d'Algérie au Trésor public ont atteint 6556 milliards de DA. Cette somme se divise en 2185 milliards de DA en 2017, 3471 milliards de DA en 2018 et 1000 milliards de DA à la fin de janvier 2019.

La situation politique instable depuis le 22 février 2019 avec la manifestation sans précédent du Hirak, la dégradation inévitable des conditions de vie de la population, la crise sanitaire de la COVID-19 et la répression brutale contre les adversaires politiques et les militants du Hirak (qui a commencé après les élections présidentielles du 12/12/2019) ajoutent sans aucun doute plus d'instabilité.

L'inflation qui avait été maîtrisée pendant une période prolongée, refait surface et risque de prendre de l'ampleur en raison de la dégradation des indicateurs macroéconomiques ainsi que des décisions politiques prises (telle que la dévaluation du dinar sur le marché noir, le financement monétaire du déficit budgétaire, le report de certaines mesures d'ajustement en raison de la crise politique et de la force de la contestation sociale depuis le 22 février 2019).

3.2. L'évolution du taux d'inflation durant la période postérieure à 2014 : Depuis 2014, la décroissance de l'inflation s'est poursuivie de 2,9% par rapport à 2013, afin de maintenir un rythme annuel moyen qui répond à l'objectif à moyen terme.

Cette baisse est principalement endogène. Les produits importés, représentant 26% du poids total, ont eu un impact négatif sur la croissance de l'indice annuel moyen des prix à la consommation, alors qu'en 2013, leur contribution était positive de 3,5%. De plus, l'inflation est positivement corrélée à l'augmentation de la masse monétaire, qui a connu une nette accélération, passant de 8,4% en 2013 à 14,4%¹⁰.

Tableau 02 : Evolution du taux d'inflation en Algérie durant la période 2014-2020 en (%)

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux d'inflation	2,92	4,78	6,4	5,59	4,27	1,95	2,42

Source : établi sur la base des données de la banque d'Algérie.

En 2015, le taux d'augmentation des prix a dépassé l'objectif principal de la banque d'Algérie (4,78 %), probablement en raison des effets de l'offre et de la dévaluation du dinar. Bien que l'expansion monétaire mesurée par la croissance de l'agrégat M2 ait été presque nulle en 2015, la désinflation observée en 2013 et 2014 a été stoppée. Le taux d'augmentation des prix annuel moyen est à nouveau en hausse, atteignant 4,8 % à la fin de l'année 2015, et sa composition reflète son caractère structurel, l'inflation sous-jacente étant équivalente à l'inflation globale¹¹.

¹⁰ (Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie », 2014, p. 35).

¹¹ (Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie », 2015, p. 36).

Chapitre 02 : Politique budgétaire et inflation en Algérie

En 2017, le taux d'augmentation annuel était de 5,9%. Au cours de la période 2018-2019, l'Algérie a connu une importante diminution de son taux d'inflation, passant de 4,27% à 1,95%, témoignant ainsi d'une forte baisse de l'inflation. En 2020, le taux d'augmentation des prix a connu une légère hausse de 2,42%.

En résumé, on remarque que la Banque d'Algérie a réussi à gérer efficacement l'excès de liquidité sur le marché monétaire algérien. Les résultats démontrent clairement l'efficacité de la politique monétaire grâce à l'adoption de nouveaux outils pour absorber le niveau de liquidité, même devenu structurel en raison de la crise de la COVID-19.

Conclusion

La stratégie financière en Algérie a connu diverses phases et transformations. En effet, la période initiale, de 1990 à 2000, a vu l'Algérie entamer une transition vers une économie de marché, ce qui a modifié la façon dont la politique budgétaire était menée. Cette période a également été marquée par une crise de la dette, ce qui a contraint la conduite de la politique budgétaire en raison des mesures prises pour y remédier, y compris les plans de stabilisation et d'ajustement structurel. L'inflation s'est accéléré durant les années 90 ou l'Algérie à enregistrer des hausses importantes des prix

La deuxième période de 2001 à 2014, la stratégie financière s'est orientée vers divers programmes de stimulation économique qui ont en général atteint leurs buts grâce à la stabilité des prix des hydrocarbures. L'amélioration de la conjoncture politique et économique qui en a résulté a contribué à une maîtrise de l'inflation durant cette période.

La diminution soudaine et constante des tarifs pétroliers depuis la mi-2014 et l'irruption de la crise sanitaire depuis le début de 2020 ont engendré un déficit courant et budgétaire double, accentuant les déséquilibres déjà fragiles à cause de divers événements. Avant même l'effondrement des tarifs pétroliers et la crise sanitaire, la politique budgétaire était confuse, surtout étant donné l'épuisement des ressources en hydrocarbures et l'absence d'une gestion claire à long terme. Ainsi, au cours des sept dernières années, le déficit budgétaire algérien a augmenté considérablement pour atteindre un niveau de 10 % du PIB fin 2020, par rapport à 6,8 % en 2019.

Chapitre 03 :

Analyse empirique
De la relation entre le solde budgétaire
& le taux d'inflation en Algérie

Introduction :

L'économétrie consiste à examiner les phénomènes économiques en utilisant des données statistiques pertinentes pour les décrire. Elle vise à identifier les relations entre les variables économiques en utilisant des formes qui permettent de déterminer ces variables à partir des données observées. Ainsi, l'économétrie implique le développement de méthodes statistiques et probabilistes dans un contexte de compréhension détaillée des données afin de fournir une analyse économique empirique rigoureuse et de réaliser des prévisions de grandeurs économiques.

Après avoir exposé le cadre théorique relatif au solde budgétaire et au taux d'inflation dans les chapitres précédents, notre travail se penchera sur l'utilisation du modèle ARDL, nous allons réaliser une application empirique, en déterminant une éventuelle relation entre le solde budgétaire et le taux d'inflation sur une période allant de 1980 jusqu'à 2020.

Ce chapitre est structuré en Cinq sections. La première section porte sur Présentation des variables et analyse de la propriété de stationnarité des séries chronologiques, la deuxième section traite Analyse des propriétés statistiques des données et la troisième section c'est Estimation ARDL ensuite la quatrième et la cinquième section traitent la validation et la Prévision à partir du modèle retenu

01. Présentation des variables et analyse de la propriété de stationnarité des séries chronologiques.

1.1. Présentation des variables:

L'étude économétrique

Le but de cette analyse est de mesurer l'effet du solde budgétaire sur le niveau d'inflation en Algérie entre 1980 et 2020. Cette étude sera réalisée à l'aide d'une méthode économétrique basée sur une estimation vectorielle autorégressive. Pour ce faire, nous avons intégré cinq variables clés dans notre modèle: La variable à expliquer est l'inflation, tandis que les variables explicatives sont 'les dépenses d'équipements', 'les dépenses de fonctionnement', 'le solde budgétaire' et 'le taux de change'. Nous avons représenté le taux d'inflation' par **INF**, 'les dépenses publiques', en milliards de dinars, représentées par les **DPE** pour les dépenses d'équipement et les **DPF** pour les dépenses de fonctionnement, le solde

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

budgétaire représenté par **SB**, et enfin le taux de change représenté par **TCH**, exprimé en nombre de dinars algériens pour un dollar américain.

Les sources de données utilisées

Notre analyse a été effectuée en utilisant les données économiques disponibles sur les sites officiels tels que l'Office national des statistiques (ONS), la Banque d'Algérie et la Banque mondiale. La période étudiée s'étend de 1980 à 2020, avec des données annuelles pour un total de 41 observations.

La spécification du modèle

La sélection du modèle représente une étape cruciale car elle permet de poser plusieurs hypothèses pour résoudre la problématique. La modélisation économique est considérée comme le point de départ de l'analyse empirique, mais il est fréquent d'avoir recours à la théorie économique. Une première formulation du modèle en langage mathématique est exprimée sous forme d'équation suivante :

$$INF = f (DPE + DPF + SB + TCH).$$

La sélection des variables est influencée par la théorie économique ainsi que par les caractéristiques des données. En effet, le choix du taux de change s'explique par le fait que les fluctuations des taux de changes ont un impact considérable sur le taux d'inflation notamment dans les économies rentière telle que l'économie algérienne où la monétisation des ressources en devises en dinars est dépendante du taux de change en vigueur.

Les dépenses d'équipement et les dépenses de fonctionnement ont également un impact sur le taux d'inflation dans la mesure où elles peuvent contribuer à l'augmentation de la masse monétaire en circulation. Par ailleurs, les dépenses d'équipement peuvent être productives et, par conséquent, n'affectent pas considérablement le niveau général des prix, en l'occurrence, le taux d'inflation.

En utilisant les variables préalablement définies, notre modèle peut s'écrire sous forme de l'équation suivante :

$$INF = \beta_0 + \beta_1 DPE + \beta_2 DPF + \beta_3 TCH + \beta_4 SB + \varepsilon$$

Ce modèle économétrique pourrait s'écrire sous la forme logarithmique de la manière suivante :

$$\text{LogINFt} = \beta_0 + \beta_1 \text{LogDPEt} + \beta_2 \text{LogDPFt} - \beta_3 \text{LogTCHt} + \beta_4 \text{SBt} + \varepsilon t$$

La conversion de ces variables en séries logarithmiques nous permettra de rendre les séries plus lisses et d'évaluer les coefficients en termes d'élasticité, facilitant ainsi l'interprétation précise des résultats.

La notation des variables logarithmique:

- **LogINFt** : Logarithme du taux d'inflation.
- **LogDPEt** : Logarithme des dépenses d'équipements.
- **LogDPFt** : Logarithme des dépenses de fonctionnement.
- **SBt** : Logarithme du solde budgétaire.
- **LogTCHt** : logarithme du taux de change.

Nous procédons à une analyse de régression multiple pour la variable de l'inflation en fonction des variables de dépenses en équipement, de dépenses de fonctionnement, du solde budgétaire et du taux de change. Par la suite, nous allons discuter des conclusions obtenues.

1.2. Analyse graphique des séries de données: Une séquence temporelle ou chronologique est une suite d'observations dans le temps qui reflète un phénomène économique. Afin de comprendre les caractéristiques statistiques des variables utilisées, nous allons procéder à une analyse graphique, car elle permet d'obtenir une vision des propriétés statistiques des variables.

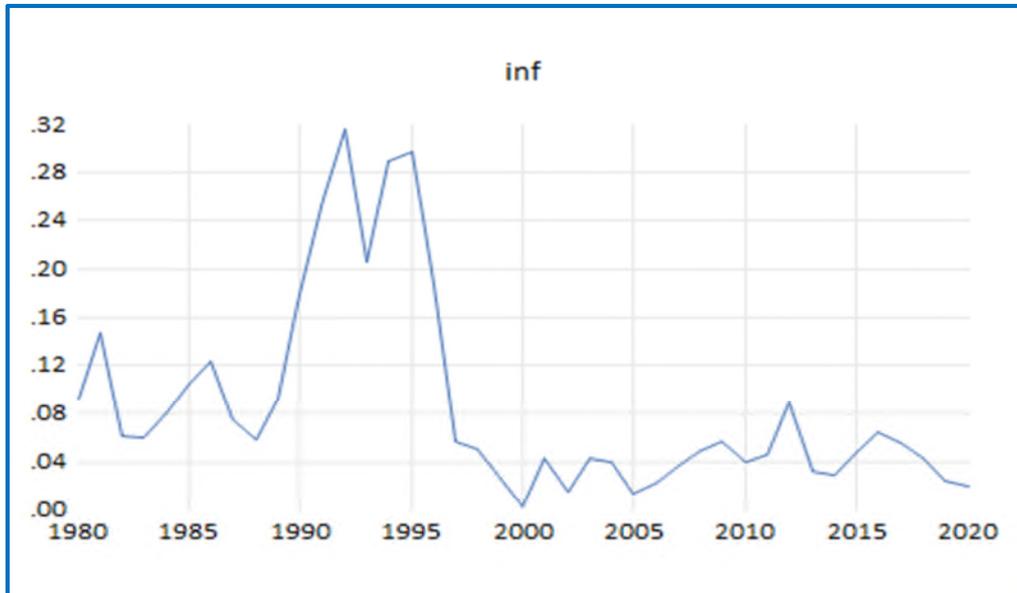
Nous disposons de données annuelles pour une période de 41 ans (de 1980 à 2020). L'objectif de cette analyse est d'interpréter et de mettre en évidence les tendances générales de l'évolution des séries de données.

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

Évolution des séries durant la période 1980-2020:

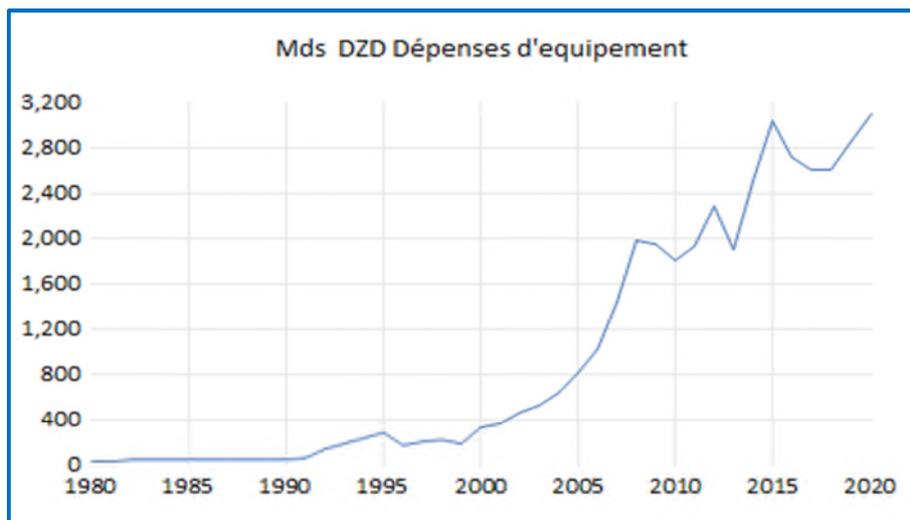
Graphique N°01 : Evolution du INF



Source : Réalisé sur la base du logiciel Eviews 12

Le graphique démontre que la série du taux d'inflation a connu deux pics significatifs, en 1992 et en 1994. À partir de cela, on peut conclure que la série n'est pas stable (n'est pas stationnaire).

Graphique N°02 : Dépenses d'équipements



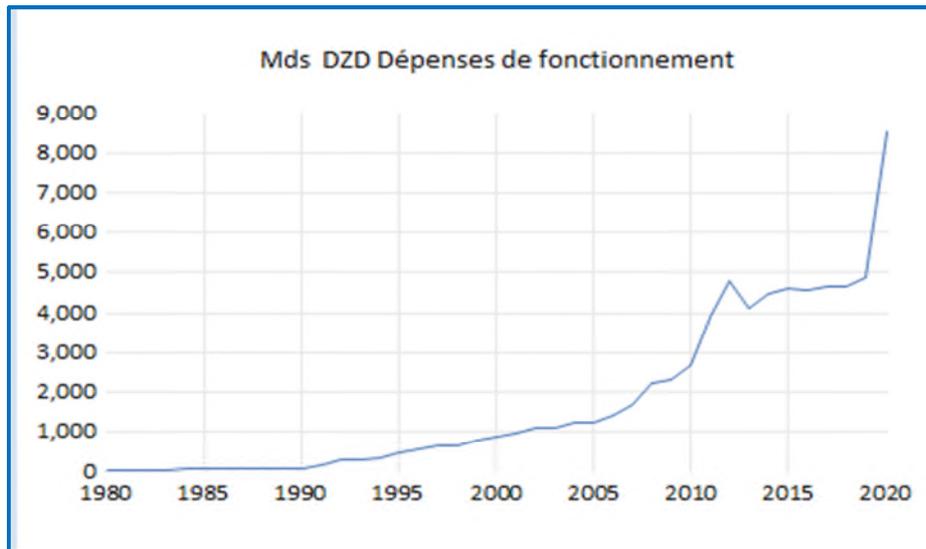
Source : Réalisé sur la base du logiciel Eviews 12

Le graphe de la série met en évidence une tendance à la progression. Cela nous conduit à affirmer que cette série n'est pas stationnaire.

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

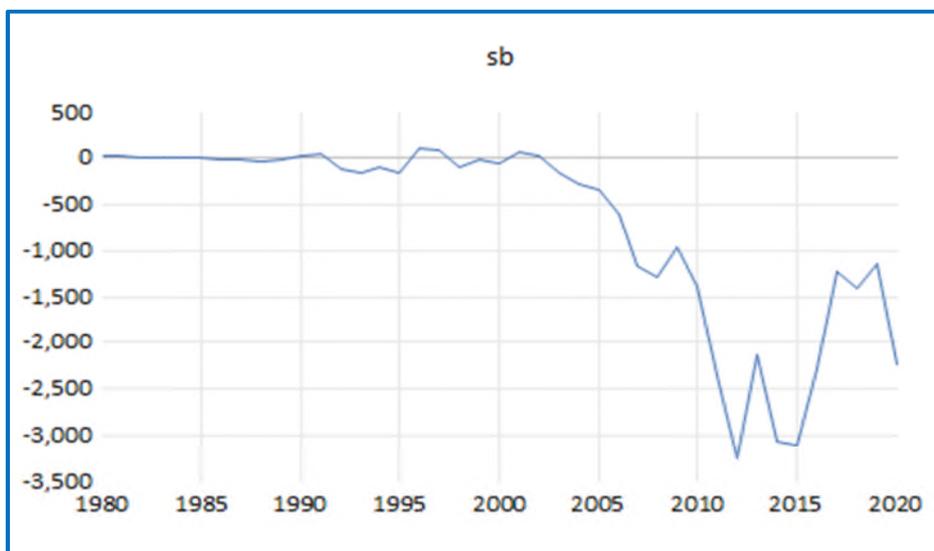
Graphique N°03 : Dépenses de fonctionnement



Source : Réalisé sur la base du logiciel Eviews 12

L'analyse visuelle susmentionnée démontre que la série du DEP indique une progression, suggérant ainsi que la série n'est pas stationnaire.

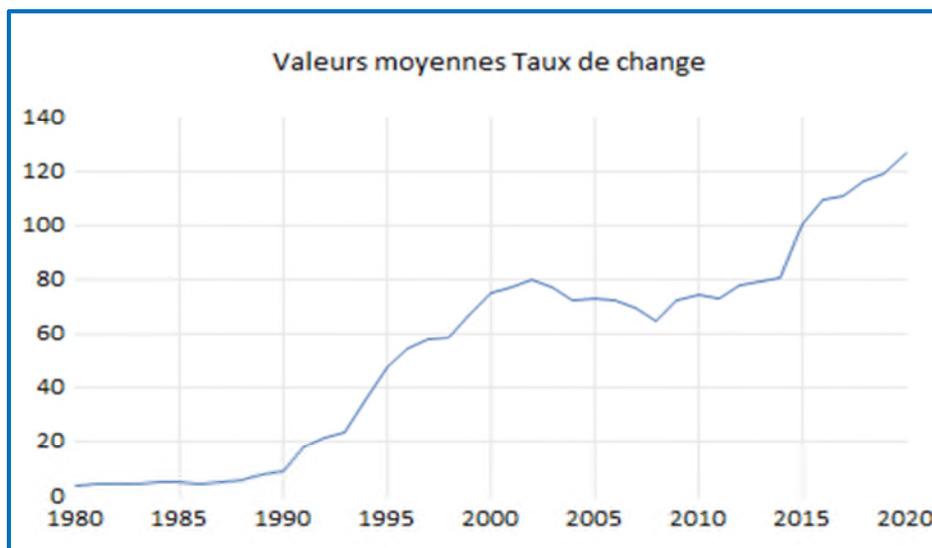
Graphique N°04 : Solde budgétaire



Source : Réalisé sur la base du logiciel Eviews 12

La visualisation précédemment effectuée prouve que la série présente une tendance à la baisse, ce qui implique qu'elle n'est pas stationnaire.

Graphique N°05 : Taux de change



Source : Réalisé sur la base du logiciel Eviews 12

L'examen graphique ci-dessus révèle que la série présente une tendance à la hausse, ce qui implique que la série non-stationnaire.

02. Analyse des propriétés statistiques des données : Avant toute analyse économétrique, il est important de vérifier que les variables sélectionnées sont stationnaires, car la stationnarité est une condition préalable pour éviter les corrélations trompeuses. Nous effectuons des épreuves de racine unitaire.

Tableau N°03 : Résultats des tests de stationnarité d'ADF

Variable	TESTE DE DUCKEY FULLER				Ordre d'intégration
	Estimation en niveau	Valeur critique 5%	Estimation 1 ^{er} différences	Valeur critique 5%	
Log(INF)	-0.001	-1.95	-8.86	-1.95	I(1)
Log(DEP)	3.09	-1.95	-4.40	-1.95	I(1)
Log(DEF)	5.03	-1.95	-2.64	-1.95	I(1)
(SB)	-6.22	-1.95	-	-	I(0)
Log(TCH)	0.41	-1.95	-4.08	-2.93	I(1)

Source: Réalisé sur la base du logiciel Eviews 12

Les valeurs des statistiques **ADF** obtenues pour les variables en niveau sont toutes supérieures à la valeur critique au seuil critique de 5%. Les séries ne sont pas stationnaires en niveau sauf le solde budgétaire est inférieure à la valeur critique au seuil de 5%.

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

Pour les rendre stationnaires nous avons procédé aux tests de racine unitaire sur les variables exprimées en différence, l'hypothèse nulle de non-stationnarité est rejetée de façon significative. Les statistiques **ADF** calculées sur les variables dépenses d'équipements, dépenses de fonctionnement, Taux de change et solde budgétaire sont toutes inférieures à la valeur critique au seuil de 5%.

Et la statistique **ADF** calculée sur la variable de taux d'inflation est inférieur à la valeur critique au seuil de 10%. D'après le résultat du test de **Phillips-Perron (PP)** cette variable est stationnaire au seuil de 5%. On en conclut donc que les séries sont toutes intégrées d'ordre un $I(1)$ à part le solde budgétaire est intégrés d'ordre zéro $I(0)$.

Recherche d'une éventuelle relation de long terme:

Afin d'établir une relation de Co-intégration entre ces facteurs, il est nécessaire de satisfaire deux exigences. Tout d'abord, les facteurs doivent être non stationnaires et intégrés de manière équivalente. Deuxièmement, leurs tendances stochastiques doivent être corrélées, ce qui implique qu'il doit exister au moins une combinaison linéaire de ces facteurs qui soit stationnaire. En conséquence, en premier lieu, il est nécessaire d'établir la séquence d'intégration des variables à travers des tests de racines unitaires standards.

Les tests effectués auparavant ont révélé que les variables de dépenses de fonctionnement, dépenses d'équipement, taux de change et solde budgétaire étaient intégrées d'ordre $I(1)$. C'est important de rechercher une possible corrélation à long terme entre les cinq variables. Nous allons examiner la faisabilité de la co-intégration entre ces cinq variables en adoptant la méthode **d'Engle et Granger**.

Approche d'Engle et Granger (1987):

La procédure **d'Engle et Granger** est une technique pour examiner si une relation de co-intégration existe entre deux variables intégrées et pour évaluer cette relation. Cette approche est applicable lorsque l'on suppose qu'un seul vecteur de co-intégration existe entre les variables considérées. Par conséquent, elle permet de calculer un modèle de correction d'erreurs (MCE) en deux phases. La première phase évalue la liaison stable à long terme en utilisant la technique des moindres carrés ordinaires (MCO).

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

La seconde phase vérifie la stationnarité des résidus de l'équation stable. Cette méthode propose également diverses épreuves de co-intégration simples à exécuter. Le désavantage de cette méthode est qu'elle ne permet pas de différencier plusieurs vecteurs de co-intégration lorsqu'il y a plus de deux variables. Cette technique ne permet d'obtenir qu'une seule relation de long terme. Elle exige un grand échantillon pour confirmer le modèle. Les variables doivent être intégrées à un même ordre.

✚ Estimation de la relation de long terme:

L'équation statique de la relation de long terme s'écrit sous la forme fonctionnelle qui est comme suit:

Tableau N°04 : relation de long terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB	-3.44E-06	1.61E-06	-2.133115	0.0438
LOG(TCH)	-0.551289	0.315569	-1.746969	0.0940
LOG(DPE)	1.410829	0.427833	3.297618	0.0031
LOG(DEF)	-1.169694	0.574519	-2.035951	0.0534
C	-2.242626	0.541422	-4.142100	0.0004

$$EC = LOG(INF) - (-0.0000*SB - 0.5513*LOG(TCH) + 1.4108*LOG(DEQ) - 1.1697*LOG(DEF) - 2.2426)$$

Source: Elaboré à partir des résultats du modèle ARDL sous Eviews12

$$LogINF_t = -2.24 + 1.61LogDPE_t - 1.16LogDPF_t - 0.55LogTCH_t - 3.44SB_t$$

❖ Interprétation statistique et économétrique du modèle:

$\beta_0 = -2.24$ représente le logarithme du taux d'inflation (inf), lorsque Dépenses de fonctionnement, Dépenses d'équipement, Taux de change et Solde budgétaire sont à l'unité.

$\beta_1 = 1.61$ représente l'élasticité du taux d'inflation par rapport aux dépenses d'équipements. Une hausse de 1% des dépenses d'équipements entraîne une augmentation de 1.61% du taux d'inflation.

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

Donc les DPE ont un impact positif sur le taux d'inflation. En effet, plus les DPE augmentent plus les taux d'inflation augmentent et cela peut s'expliquer par la faible productivité des investissements effectués par l'Etat.

$\beta_2 = -1.16$ représente l'élasticité du taux d'inflation par rapport aux dépenses de fonctionnement. Une hausse de 1% des dépenses de fonctionnement entraînent une baisse de 1.16% du taux d'inflation. Donc les DPF ont un impact négatif sur le taux de l'inflation, plus les DEF augmentent plus les taux d'inflation baissent. Cela ne signifie pas que les prix baisse mais c'est le rythme d'accroissement des prix qui baisse.

$\beta_3 = -0.55$ représente l'élasticité du taux d'inflation par rapport au taux de change. Lorsque le taux de change augmente de 1%, l'INF baisse de 0.55%.

$\beta_4 = -3.44$ représente semi élasticité du INF par rapport au solde budgétaire. Une hausse de 1% du solde budgétaire une baisse de 3.44% du taux d'inflation. Dans ces conditions, la persistance d'un déficit budgétaire constitue un facteur capital de l'inflation en Algérie. Cela s'explique par le recours du trésor public à la banque d'Algérie pour financer ce déficit à travers des avances et, par conséquent, engendre une augmentation de la masse monétaire en circulation.

Les résultats d'estimation montrent que les coefficients associés à la constante, Dépenses d'équipements est d'un point de vue statistique et économétrique significatif, car les statistiques de Student associées sont largement supérieures aux valeurs critiques au seuil de 5%, ce qui n'est pas le cas pour les séries Taux de change et Solde budgétaire est les dépenses de fonctionnement. Les valeurs de la statistique de Student sont inférieures à la valeur critique ce qui nous conduit à rejeter l'hypothèse de significativité du taux de change et du solde budgétaire et les dépenses de fonctionnement, au seuil de 5%.

03. Estimation du modèle ARDL : Les modèles "Auto Regressive Distributed Lag/ARDL", également connus sous le nom de "modèles autorégressifs à retards échelonnés ou distribués/ARRE" en français, sont des modèles dynamiques. Ces modèles prennent en compte la dynamique temporelle (délai d'ajustement, anticipations, etc.) pour expliquer les variations d'une variable (série chronologique). Cette approche améliore considérablement la précision des prévisions et l'efficacité des politiques (décisions, actions, etc.).

Cette méthode est mise en œuvre lorsque les échantillons sont de petite taille afin de confirmer les résultats. Elle peut être employée à condition que toutes les variables utilisées soient intégrées d'ordre (1), d'ordre (0) ou mixtes. Une fois que les conditions de

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

stationnarité et d'intégration sont vérifiées, il est indispensable de spécifier un modèle optimal ARDL qui fournit des résultats statistiquement significatifs avec moins de paramètres et qui respecte les critères d'absence d'autocorrélation des erreurs, d'hétéroscédasticité et de normalité des erreurs.

Avant de procéder au test de co-intégration, il est nécessaire de vérifier si une racine unitaire existe (test de **Dickey-Fuller**) et de déterminer le niveau d'intégration. Pour appliquer l'approche ARDL au test de co-intégration, il est impératif que le niveau d'intégration de chaque variable ne soit pas supérieur à l'unité.

Tableau N°05 : Résultats des tests de stationnarité

Les variables	Au niveau			En différence			Conclusion
	Modèle	ADF	Valeur critique	Modèle	ADF	VC	
INF	M1	-0.01	-1.94	M1	-8.86	-1.94	I(1)
DPF	M1	5.03	-1.94	M1	-2.64	-1.94	I(1)
DPE	M1	3.09	-1.94	M1	-4.40	-1.94	I(1)
SB	M1	-6.22	-1.94	M1	-	-1.94	I(0)
TCH	M1	0.41	-1.94	M2	-4.08	-2.93	I(1)

Source: Réalisé par nous même à partir des résultats obtenus du logiciel Eviews 12

Les valeurs des statistiques **ADF** obtenues pour les variables en niveau sont toutes supérieures à la valeur critique au seuil critique de 5% Les séries ne sont pas stationnaires en niveau sauf le solde budgétaire est inférieure a la valeur critique au seuil de 5%. Pour les rendre stationnaires nous avons procédé aux tests de racine unitaire sur les variables exprimées en différence, l'hypothèse nulle de non-stationnarité est rejetée de façon significative. Les statistiques **ADF** calculées sur les variables dépenses d'équipements, dépenses de fonctionnement, Taux de change et solde budgétaire sont toutes inférieures à la valeur critique au seuil de 5%. Et la statistique **ADF** calculée sur la variable de taux d'inflation est inférieur à la valeur critique au seuil de 10%. D'après le résultat du test de **Phillips-Perron (PP)** cette variable est stationnaire au seuil de 5%. On en conclut donc que

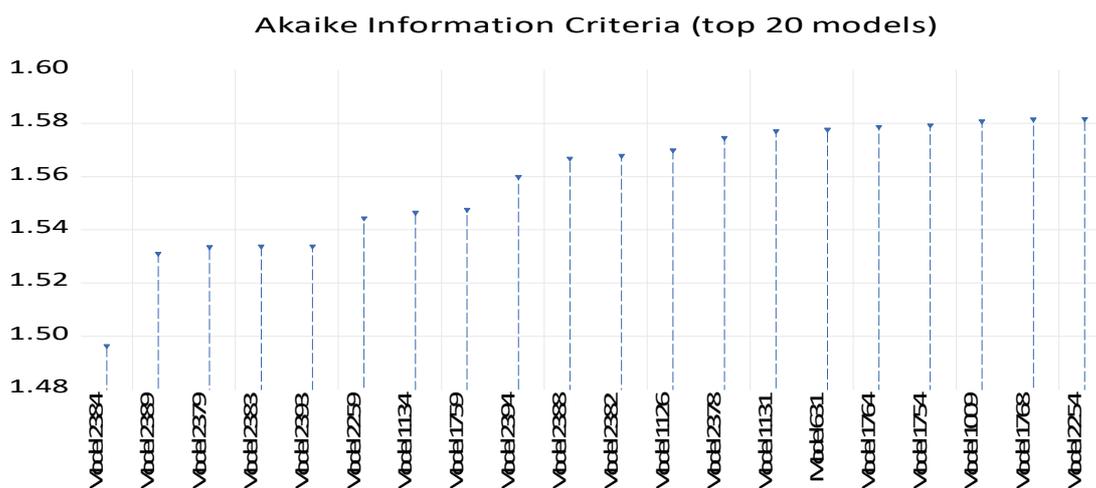
Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

les séries sont toutes intégrées d'ordre un I (1) à part le solde budgétaire est intégrés d'ordre zéro I (0).

D'après le résultat d'estimation, on retient que la qualité d'ajustement est égale à $R^2=0.866811$, elle est donc très bonne.

Figure N°05 : Détermination du nombre de retards du Modèle ARDL



Source: Elaboré à partir des résultats du modèle ARDL sous Eviews12

A partir du graphe si déçu (selon le critère akaike) le modèle ARDL(1, 0, 4, 3, 1) est le meilleur modèle car la valeur AIC est minimale.

Tableau N°06 : Résultats du test de co-intégration

	F-Bounds Test	Null Hypothèses : No levels relationship	
Test statistic	9.59	I(0)	I(1)
Valeurs critiques au seuil de 5%		2.89	4

Source: Réalisé par nous même à partir des résultats obtenus du logiciel Eviews 12

Les résultats du test de cointégration aux bornes indiquent qu'il y a une relation de long terme (cointégration) entre les séries sous étude, avec un seuil de 5%. La valeur de F-stat est supérieure à la borne supérieure " $9.59 > 4$ ", ce qui permet d'estimer les effets de long terme des dépenses publiques (dépenses de fonctionnement et d'équipements) sur le taux d'inflation. Après avoir effectué le test de cointégration entre les variables, nous allons maintenant passer à l'estimation de la relation de long terme.

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

Tableau N°07 : Estimation de la relation de long terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB	-3.44E-06	1.61E-06	-2.133115	0.0438
LOG(TCH)	-0.551289	0.315569	-1.746969	0.0940
LOG(DPE)	1.410829	0.427833	3.297618	0.0031
LOG(DEF)	-1.169694	0.574519	-2.035951	0.0534
C	-2.242626	0.541422	-4.142100	0.0004

EC = LOG(INF) - (-0.0000*SB -0.5513*LOG(TCH) + 1.4108*LOG(DEQ) -1.1697*LOG(DEF) - 2.2426)

Source: Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 12

Le tableau ci-dessus, montre qu'il existe une relation négative entre les variables sauf DPE cette dernière a un coefficient significatif à long terme. Les coefficients estimés de la relation à long terme montrent que toutes les variables (SB, TCH, DEF) affectent négativement l'inflation. En effet, une augmentation de 1% au niveau de ces variables se traduit par une contraction de l'inflation de 0,0000%, 0,55% et 1,16% respectivement. Par contre une augmentation de 1% au niveau des dépenses d'équipement se traduit par une augmentation du taux d'inflation de l'ordre de 1,41%.

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

Tableau N°08 : Estimation du modelé ECM

ARDL Error Correction Regression
 Dependent Variable: DLOG(INF)
 Selected Model: ARDL(1, 0, 4, 3, 1)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 05/14/23 Time: 13:03
 Sample: 1980 2020
 Included observations: 37

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLOG(TCH)	0.367608	0.558767	0.657893	0.5171
DLOG(TCH(-1))	2.920594	0.637182	4.583610	0.0001
DLOG(TCH(-2))	1.501182	0.665588	2.255421	0.0339
DLOG(TCH(-3))	2.884958	0.650397	4.435685	0.0002
DLOG(DPE)	-0.656416	0.359331	-1.826771	0.0807
DLOG(DPE(-1))	0.544415	0.345998	1.573461	0.1293
DLOG(DPE(-2))	-0.632455	0.302402	-2.091441	0.0477
DLOG(DEF)	0.389289	0.489026	0.796049	0.4341
CointEq(-1)*	-1.039815	0.124175	-8.373813	0.0000
-				
R-squared	0.790512	Mean dependent var	0.030474	
Adjusted R-squared	0.730658	S.D. dependent var	0.775731	
S.E. of regression	0.402590	Akaike info criterion	1.225977	
Sum squared resid	4.538206	Schwarz criterion	1.617822	
Log likelihood	-13.68058	Hannan-Quinn criter.	1.364121	
Durbin-Watson stat	1.857377			

Source: Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 12

La variable D représente la première différence des variables considérées. De plus, le terme représente le résidu d'une période retardée de l'équation d'équilibre à long terme CointEq (-1). Son coefficient estimé est négatif et hautement significatif, ce qui confirme l'existence d'un mécanisme de correction d'erreur CointEq (-1). Les impacts dynamiques à court terme sont maintenus à long terme, mais le coefficient du terme d'erreur est également négatif et significatif avec un risque de 5%.

Ceci démontre l'existence d'un mécanisme d'ajustement à long terme. Les résultats confirment que l'inflation en Algérie possède un mécanisme automatique qui réagit de manière équilibrée aux écarts de l'équilibre. La valeur estimée des coefficients ECM (-1.039815) suggère une stratégie d'ajustement rapide d'environ 103%. Cela signifie qu'environ 103% de l'écart de l'année précédente est ajusté pour l'année en cours, c'est-à-

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

dire que près de 103% des déséquilibres de l'année précédente convergent vers l'équilibre à long terme de l'année en cours.

04. Validation du modèle : Il existe plusieurs épreuves permettant d'évaluer la fiabilité du modèle. Dans cette étude, nous avons opté pour quatre épreuves différentes. Il s'agit de l'épreuve d'autocorrélation, de l'épreuve d'homoscédasticité et de l'épreuve de stabilité.

Le tableau ci-dessous nous informe sur les résultats obtenus à l'issue de ces différentes épreuves. Nous constatons que pour toutes les épreuves effectuées, la probabilité calculée est supérieure à 5 %. Par conséquent, les résultats obtenus sont considérés comme satisfaisants.

Tableau N°09 : Test d'auto corrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	0.128467	Prob. F(2,21)	0.8801
Obs*R-squared	0.447220	Prob. Chi-Square(2)	0.7996

Source: Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 12

D'après les données du tableau, il est observé qu'il n'y a pas d'autocorrélation des résidus, car la probabilité associée à la statistique F est de 0,88, ce qui est supérieur au seuil de 5%. Par conséquent, l'hypothèse d'absence d'autocorrélation des résidus est confirmée.

Tableau N°10 : Test d'hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: ARCH

F-statistic	0.358881	Prob. F(1,34)	0.5531
Obs*R-squared	0.376023	Prob. Chi-Square(1)	0.5397

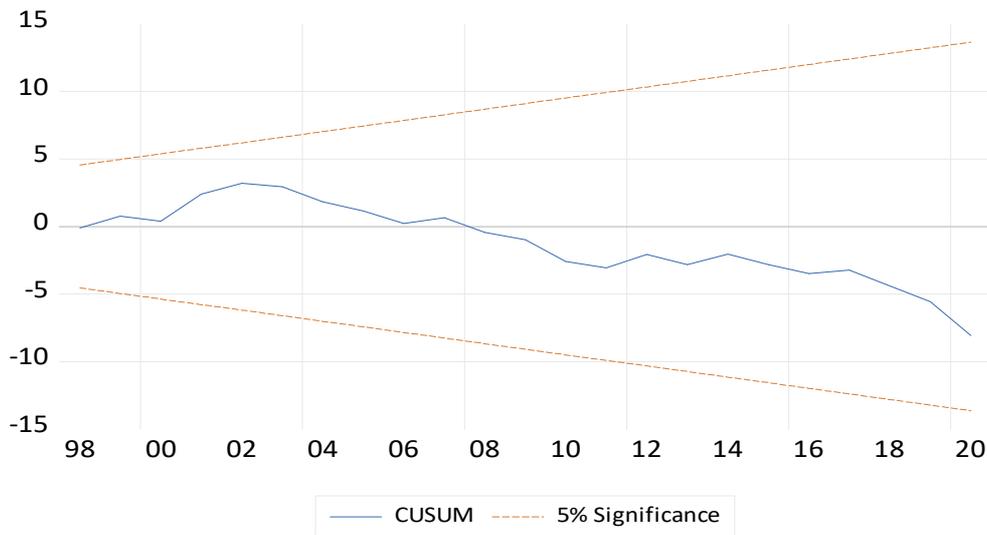
Source: Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 12

Selon le tableau antérieur, il est observé que la F-statistique a une valeur de 0,55 > 0,05. Par conséquent, il n'y a pas d'hétéroscédasticité et les résidus sont homoscédastiques. À partir de cela, ainsi que des résultats des tests précédents d'analyse des résidus, nous pouvons confirmer la validité du modèle VAR. Ce dernier est considéré comme significatif.

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

Graphique N°06 : Résultats du test CUSUM SQ

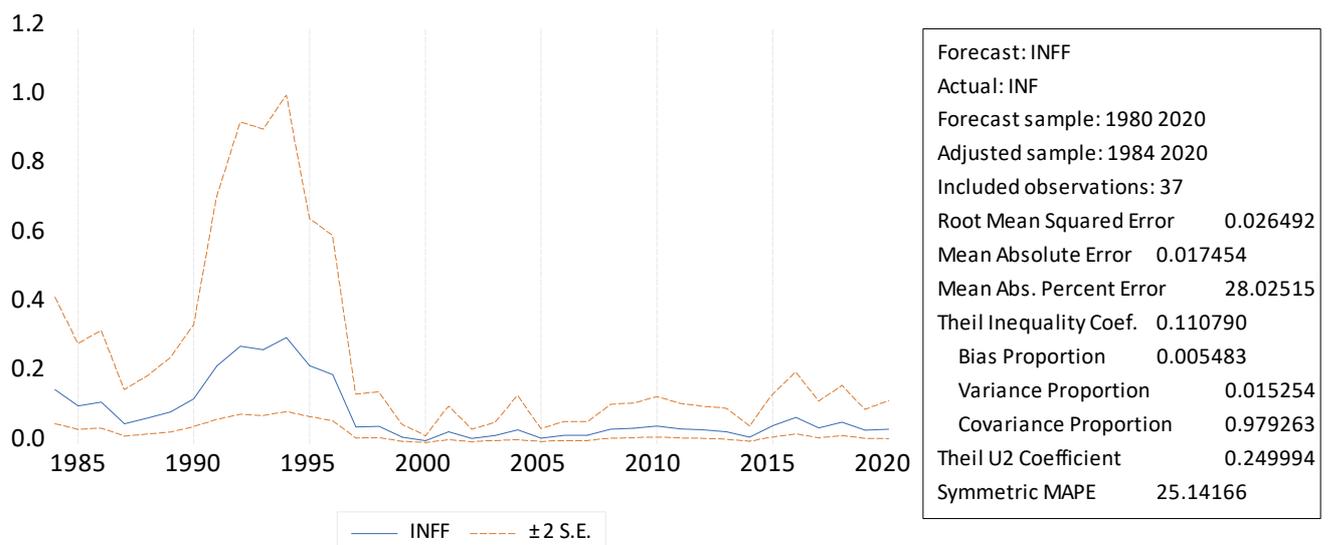


Source: Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 12

Sur la base des résultats de test CUSUM SQ, nous pouvons dire que le modèle estimé est stable sur toute la période.

05. Prévision à partir du modèle retenu : L'un des buts importants de l'économétrie est de réaliser des estimations. Une fois que notre modèle est confirmé, nous sommes en mesure de faire une estimation à partir du modèle sélectionné.

Graphique N°07 : Comparaison entre le taux d'inflation observe et taux d'inflation ajusté



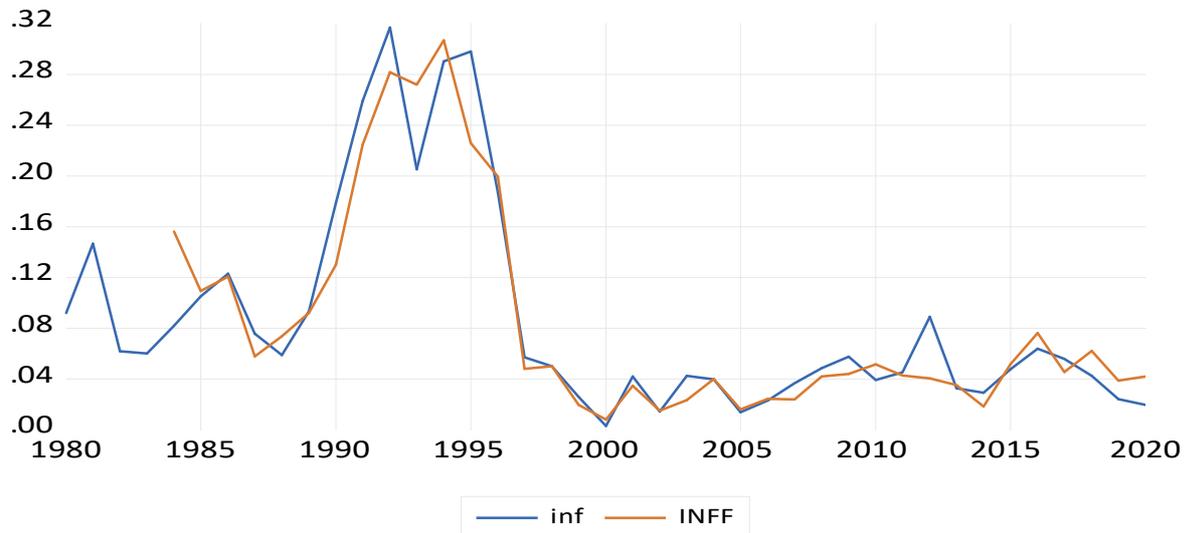
Sources: Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 12

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

Selon les données présentées dans le graphe N°6 en particulier le coefficient de Theil qui se situe toujours entre 0 et 1, nous pouvons affirmer que la prévision est de bonne qualité. Un Theil égal à 0 indique une prévision parfaite.

Graphique N°08 : Comparaison entre le INF observe et le INF ajusté



Sources: Résultats obtenus à partir du logiciel Eviews 12

Le modèle retenu ajuste parfaitement les données. Donc on peut l'utiliser à des fins de prévision ou à des fins d'analyse de politique économique.

Conclusion

Notre étude empirique avait pour but d'analyser la corrélation entre le solde budgétaire et le taux d'inflation en Algérie. Nous avons effectué plusieurs tests pour réaliser une estimation économétrique à l'aide du modèle (**ARDL**) La variable endogène est l'inflation (**INF**), mesurée par la variation annuelle de l'IPC, tandis que les autres variables, à savoir le taux de change(**TCH**), les dépenses de fonctionnement(**DEF**), les dépenses d'équipement(**DPE**), et le solde budgétaire(**SB**), sont considérées comme des variables exogènes. Les estimations ont été réalisées sur les données économiques Algériennes sur une période allant de **1980** à **2020**.

En premier lieu, nous avons vérifié la stationnarité de nos séries en utilisant le test de racine unitaire de Dickey Fuller (**ADF**). Les résultats ont indiqué que nos séries ne sont pas stationnaires en niveau, sauf pour le solde budgétaire. Pour remédier à cela, nous avons opté pour la différenciation afin de les rendre stationnaires. Après la différenciation, les séries sont devenues stationnaires en première différence.

Par la suite, nous avons mis en œuvre la méthode d'Engel et Granger afin d'évaluer la liaison de long terme et vérifier la stationnarité des résidus, une fois que nous avons produit la suite de ces derniers à partir de l'équation. Les résultats ont montré que les résidus de l'équation statique ne présentent pas de stationnarité, ce qui indique une régression erronée c'est pour cela que nous avons choisi l'approche ARDL.

Nous avons effectué un test de cointégration, qui a révélé une relation de long terme (cointégration) à un seuil de 5% entre les cinq séries utilisées. Afin de vérifier l'exactitude de notre modèle, nous avons sélectionné trois tests : le test d'autocorrélation, le test d'homoscédasticité et le test de stabilité. Suite à l'exécution de ces trois tests, nous avons constaté l'absence d'autocorrélation et d'hétéroscédasticité..

Les conclusions du test de stabilité CUSUM démontrent que l'affirmation selon laquelle les coefficients sont stables ne peut être réfutée à un niveau de confiance de 5%, malgré les fluctuations observées dans la plage critique de la statistique. Par conséquent, le modèle estimé est stable sur l'intégralité de la période allant de 1980 à 2020.

Chapitre 03 :

Analyse empirique De la relation entre le solde budgétaire & le taux d'inflation en Algérie

Enfin, notre étude économétrique a montré qu'il y a une relation inverse entre le solde budgétaire et l'inflation. Ainsi, la persistance d'un déficit budgétaire est de nature à accentuer le phénomène de l'inflation en Algérie. Cela s'explique par le recours au financement non conventionnel engendre une augmentation de la masse monétaire en circulation.

Conclusion générale

Conclusion générale :

Le but de cette recherche était d'étudier l'effet du solde budgétaire sur le taux d'inflation entre 1990 et 2020 et de détecter une corrélation à court et long terme entre les variables étudiées, à savoir l'INF, les dépenses d'équipement, les dépenses de fonctionnement, le solde budgétaire et le taux de change.

La présentation de l'évolution de l'inflation en Algérie nous a permis de constater que, pendant la période de planification, l'économie algérienne était marquée par une planification des investissements et une centralisation des décisions. L'inflation connaissait des fluctuations moins prononcées que pendant les années de transition vers l'économie de marché. C'est pourquoi elle est devenue une préoccupation majeure des autorités publiques, qui ont jugé nécessaire de mettre en place des instruments efficaces et des mesures de sécurité et de lutte pour ralentir l'évolution de ce fléau et éviter qu'il ne se propage à des niveaux supérieurs.

Dans le cadre de ce travail nous avons tenté la vérification de la relation qui puisse exister entre le solde budgétaire et le taux d'inflation. A l'aide du logiciel Eviews.12 nous avons procédé à la vérification de la stationnarité de nos séries statistiques, et ce par l'utilisation du test de racine unitaire de Dickey Fuller (ADF), dont les résultats obtenus montrent que nos séries n'étaient pas stationnaires en niveau à part le solde budgétaire qui est stationnaire. Après l'application de la différenciation, elles sont devenues stationnaires en première différence. Donc, elles sont intégrées d'ordre I (1).

On a adopté l'approche ARDL. Nous avons utilisé le test de cointégration, à partir de ce dernier nous avons constaté qu'il existe une relation de long terme (cointégration) au seuil de 5% entre les cinq séries qu'on a utilisées.

Les résultats des estimations de la relation de long terme, indiquent que le solde budgétaire a une influence sur le taux d'inflation en Algérie. Par conséquent, la persistance d'un déficit budgétaire constitue un facteur alimentant l'inflation en Algérie. Cela s'explique par le recours du trésor public à la banque d'Algérie pour financer ce déficit à travers des avances (financement non conventionnel) et, par conséquent, engendre une augmentation de la masse monétaire en circulation.

Conclusion générale

En fin, nous avons vérifié notre modèle à travers trois tests, à savoir la corrélation des erreurs, l'homogénéité et la stabilité. Ces tests ont montré qu'il n'y a ni corrélation ni hétéroscédasticité, et que l'hypothèse de stabilité des coefficients ne peut être rejetée au seuil de 5%, comme indiqué dans le graphique de l'évolution de la statistique à l'intérieur de la plage critique. Par conséquent, le modèle estimé est stable sur toute la période de 1980 à 2020. En utilisant le modèle retenu, nous pouvons faire une prévision. La comparaison entre l'INF observé et l'INF ajusté montre que le modèle est parfaitement adapté aux données. Par conséquent, il peut être utilisé pour la prévision ou l'analyse de la politique économique.

Toutefois, il convient de noter que ces conclusions pourraient être limitées en raison de divers facteurs tels que la qualité des données statistiques employées, la variété des sources d'information considérées dans les analyses qui pourraient contredire les prévisions relatives à cette étude, ou encore la taille des échantillons qui pourrait affecter les résultats obtenus lorsqu'elle est restreinte ; en effet, un échantillon plus important pourrait engendrer des résultats plus exacts.

Liste des graphes, Figures et Tableaux

Liste de graphe

- ❖ **Graphique N°01** : Evolution du INF
- ❖ **Graphique N°02** : Dépenses d'équipements
- ❖ **Graphique N°03** : Dépenses de fonctionnement
- ❖ **Graphique N°04** : Solde budgétaire
- ❖ **Graphique N°05** : Taux de change
- ❖ **Graphique N°06** : Résultats du test CUSUM SQ
- ❖ **Graphique N°07** : Comparaison entre le taux d'inflation observe et taux d'inflation ajuste
- ❖ **Graphique N°08** : Comparaison entre le INF observe et le INF ajuste

Liste des Tableaux

- ❖ **Tableau N°01**: Objectifs et Résultats (1994-2001)
- ❖ **Tableau N°02** : Evolution du taux d'inflation en Algérie durant la période 2014-2020
- ❖ **Tableau N°03** : Résultats des tests de stationnarité d'ADF
- ❖ **Tableau N°04** : Résultats des tests de stationnarité
- ❖ **Tableau N°05** : relation de long terme
- ❖ **Tableau N°06** : Résultats du test de co-intégration
- ❖ **Tableau N°07** : Estimation de la relation de long terme
- ❖ **Tableau N°08** : Estimation du modelé ECM
- ❖ **Tableau N°09** : Test d'auto corrélation
- ❖ **Tableau N°10** : Test d'hétéroscédasticite

Liste des figures

- ❖ **FigureN°01**: Répartition Temporelle des Investissement du PSRE (2001-2004) 106 USD
- ❖ **Figure N° 02**: Croissance et Inflation (2000 - 2014)
- ❖ **Figure N°03**: Evolution des Dépenses Budgétaires (2001-2014)
- ❖ **Figure N°04**: Evolution des Recettes Budgétaires (2001-2014)
- ❖ **Figure N°05** : Détermination du nombre de retards du Modèle ARDL

Bibliographie

Les ouvrages

- BALI.H « *Inflation et mal-développement en Algérie* », édition OPU Alger, 1993.
- BERGER Pierre : « La monnaie et ses mécanismes », édition bouchene 1978.
- BENI SAAD, H. le plan d'ajustement structurel : l'expérience du Maghreb. Edition OPU. Alger. 1999. P34
- BEITONE Alain, LEGARDEZ Alain, DOLLO Christine, GUIDONI Jean-Pierre « *Dictionnaire des sciences économiques* » Armand Colin Editeur, Paris, 1991.
- CARON M. (2007) *Budget et politiques budgétaires*, édition Bréal, 2007, P10
- CAZALS Michel, BRANA Sophie « *La monnaie* » 2° édition, Dunod, Paris, 2006.
- Cité par Paul SAMUELSON dans : MONTEL-DUMONT.O, « la politique budgétaire », édition La documentation française, 2010, P95
- CHEHRIT Kamal « *L'économie d'A jusqu'à Z, aide-mémoire* », 2ème édition Alger, Grand Alger livre édition, 2006.
- JALLADEAU Joël « *Introduction à la macroéconomie* », 2ème édition De Boeck & Lancier S.A., Paris, 1998.
- KRUGMAN.P, WELLS.R (2009), *Macroéconomie*, édition De Boeck, 2009, P455
- MARMUSE, (Christian), (1996), *la gestion budgétaire*, 2eme édition veuillbert, 1996.
- Mamadou Diop, Adama Diaw. (2019), "Politique budgétaire et stabilité Macroéconomique en Union économique et monétaire", Revue Marocaine D'Économie, Numéro 1, p 1-33.
- NAAS. A, « Le système bancaire algérien », Maisonneuve & Larose, Paris 2003.
- N. MANKIW Gregory, P. TAYLOR Mark « *Principes de l'économie* » édition de Boeck Université, rue des Minimes39, B-1000 Bruxelles, Paris, 2010.
- Olivier Blanchard & Daniel Cohen, (2001), *Macroéconomie*, Pearson éducation, paris, 2001, p.339.
- PARKIN Michael, BADE Robin, CARMICHAEL Benoit, « *introduction à la Macroéconomie moderne* » 4ème édition du renouveau pédagogique INC, 2011.
- Yannis Maël Largent, « *dynamique de la dette et du déficit publics en périodes De récession et d'expansion* Presses de Sciences Po, « Revue économique », 2017/4, Vol. 68, p.571 à 594.

Livres

- Stéphanie Damarey. (2015), "*L'essentiel des Finances publiques*", les carrés, Gualino Lextenso édition, Issy-aes-Moulineaux.
- Matthieu Caron, (2007). "*Budget et politiques budgétaires*", maison d'édition Bréal.
- Stéphanie Laguérodié, « Galbraith et le pouvoir économique de John F. Kennedy », *Économie politique* 2005/4 (no 28), page 37.

Thèses et mémoire

- Achour TaniYamna, (2014), « L'analyse de la croissance économique en Algérie », THESE De Doctorat en Sciences Option : Finances Publiques. P31.
- AMANI Ismail, « Impact des Composantes de la Politique Budgétaire sur l'Inflation et la Croissance en Algérie (1970 – 2014) », thèse de doctorat, université d'Oran.
- AZIB lamia, TIAB fayçal, (2017), « L'impact de la politique d'austérité sur la croissance économique en Algérie », p25.
- BOUSAR. C « *Le système financier et le financement de l'agriculture en Algérie* », Thèse de doctorat du 3ème cycle MFB, Toulouse Université de sciences sociales de Toulouse, (1986).
 - Fatiha Talahite, Réformes et transformations économiques en Algérie, thèse (2010), Economies et finances. Université Paris-Nord - Paris XIII.
 - KHIMECHE Fatma, ARRIS Djedjiga « *L'inflation en Algérie* » Mémoire de licence En Sciences Economiques, option monnaie, banque et finance, Université de Tizi Ouzou, (2004-2005).
- Matthieu Caron, Budget, politiques budgétaire, Édition Bréal, Paris (2007), p15
- ZIDELKHIL HALIM « Les implications des déficits budgétaires et du seigneuriage dans le processus d'inflation cas de l'Algérie entre (1980 et_2018) » thèse doctorat, université Bejaia.

Site Web

- <https://www.vie-publique.fr/fiches/270251-quest-ce-quune-politique-budgetaire> .Consulté le 04/04/2023.
- <http://Junon.Unive-cezanne.Fr/bornier/monif.pdf>. Consulté le 04/04/2023.
- <https://youmatter.world/fr/definition/inflation-definition-evaluation-et-analyse>.Consulté le 14/04/2023.
- <http://www.jourdan.ens.fr/~adirer/>. Consulté le 24/03/2023.

Rapports

- Différents rapports de la banque d'Algérie.
- Rapport de la Banque d'Algérie, « évolution économique et monétaire en Algérie », (2004).
- La Banque Mondiale, (2007).
- Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie », (2014).
- Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie », (2015).

Les Annexes

ANNEXE 01 : TEST DE DICKEY-FULLER

Le taux d'inflation

INF en niveau

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LINF				
Null Hypothesis: LINF has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-0.001394	0.6761
Test critical values:				
	1% level		-2.625606	
	5% level		-1.949609	
	10% level		-1.611593	
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LINF)				
Method: Least Squares				
Date: 06/07/23 Time: 09:54				
Sample (adjusted): 1982 2020				
Included observations: 39 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINF(-1)	-5.59E-05	0.040129	-0.001394	0.9989
D(LINF(-1))	-0.343810	0.156110	-2.202360	0.0339
R-squared	0.115032	Mean dependent var		-0.051732
Adjusted R-squared	0.091114	S.D. dependent var		0.766731
S.E. of regression	0.730967	Akaike info criterion		2.261023
Sum squared resid	19.76957	Schwarz criterion		2.346334
Log likelihood	-42.08995	Hannan-Quinn criter.		2.291632
Durbin-Watson stat	1.981902			

INF En différence

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LINF)				
Null Hypothesis: D(LINF) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-8.860653	0.0000
Test critical values:				
	1% level		-2.625606	
	5% level		-1.949609	
	10% level		-1.611593	
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LINF,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/07/23 Time: 09:55				
Sample (adjusted): 1982 2020				
Included observations: 39 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LINF(-1))	-1.343848	0.151665	-8.860653	0.0000
R-squared	0.673787	Mean dependent var		-0.017421
Adjusted R-squared	0.673787	S.D. dependent var		1.262863
S.E. of regression	0.721285	Akaike info criterion		2.209741
Sum squared resid	19.76957	Schwarz criterion		2.252397
Log likelihood	-42.08996	Hannan-Quinn criter.		2.225046
Durbin-Watson stat	1.981942			

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

DPF en niveau

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LDEF				
Null Hypothesis: LDEF has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			5.039338	1.0000
Test critical values:				
	1% level		-2.624057	
	5% level		-1.949319	
	10% level		-1.611711	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LDEF)				
Method: Least Squares				
Date: 06/07/23 Time: 09:55				
Sample (adjusted): 1981 2020				
Included observations: 40 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDEF(-1)	0.020111	0.003991	5.039338	0.0000
R-squared	-0.141649	Mean dependent var		0.144016
Adjusted R-squared	-0.141649	S.D. dependent var		0.155034
S.E. of regression	0.165651	Akaike info criterion		-0.733186
Sum squared resid	1.070169	Schwarz criterion		-0.690964
Log likelihood	15.66372	Hannan-Quinn criter.		-0.717920
Durbin-Watson stat	1.292962			

DPF en différence

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LDEF)				
Null Hypothesis: D(LDEF) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-2.646816	0.0095
Test critical values:				
	1% level		-2.625606	
	5% level		-1.949609	
	10% level		-1.611593	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LDEF,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/07/23 Time: 09:56				
Sample (adjusted): 1982 2020				
Included observations: 39 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDEF(-1))	-0.381156	0.144006	-2.646816	0.0118
R-squared	0.154114	Mean dependent var		0.007988
Adjusted R-squared	0.154114	S.D. dependent var		0.189060
S.E. of regression	0.173882	Akaike info criterion		-0.635572
Sum squared resid	1.148930	Schwarz criterion		-0.592916
Log likelihood	13.39364	Hannan-Quinn criter.		-0.620267
Durbin-Watson stat	1.788437			

LES DEPENSES D'EQUIPEMENTS

DPE en niveau

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LDEP				
Null Hypothesis: LDEP has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			3.092377	0.9992
Test critical values:	1% level		-2.624057	
	5% level		-1.949319	
	10% level		-1.611711	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LDEP)				
Method: Least Squares				
Date: 06/07/23 Time: 09:57				
Sample (adjusted): 1981 2020				
Included observations: 40 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDEP(-1)	0.018779	0.006073	3.092377	0.0037
R-squared	-0.088220	Mean dependent var		0.129816
Adjusted R-squared	-0.088220	S.D. dependent var		0.220637
S.E. of regression	0.230164	Akaike info criterion		-0.075366
Sum squared resid	2.056045	Schwarz criterion		-0.033144
Log likelihood	2.507320	Hannan-Quinn criter.		-0.060100
Durbin-Watson stat	1.625657			

DPE en différence

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LDEP)				
Null Hypothesis: D(LDEP) has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-4.408483	0.0001
Test critical values:	1% level		-2.625606	
	5% level		-1.949609	
	10% level		-1.611593	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LDEP,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/07/23 Time: 09:57				
Sample (adjusted): 1982 2020				
Included observations: 39 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDEP(-1))	-0.659184	0.149526	-4.408483	0.0001
R-squared	0.338123	Mean dependent var		-0.005720
Adjusted R-squared	0.338123	S.D. dependent var		0.294377
S.E. of regression	0.239492	Akaike info criterion		0.004717
Sum squared resid	2.179553	Schwarz criterion		0.047373
Log likelihood	0.908014	Hannan-Quinn criter.		0.020022
Durbin-Watson stat	2.159708			

LE SOLDE BUDGETAIRE EN NIVEAU

SB en niveau

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on SB

Null Hypothesis: SB has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.229633	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.624057	
5% level	-1.949319	
10% level	-1.611711	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(SB)
Method: Least Squares
Date: 06/07/23 Time: 09:52
Sample (adjusted): 1981 2020
Included observations: 40 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB(-1)	-0.997567	0.160133	-6.229633	0.0000
R-squared	0.498768	Mean dependent var		-56.16785
Adjusted R-squared	0.498768	S.D. dependent var		64568.65
S.E. of regression	45713.15	Akaike info criterion		24.32284
Sum squared resid	8.15E+10	Schwarz criterion		24.36506
Log likelihood	-485.4568	Hannan-Quinn criter.		24.33811
Durbin-Watson stat	1.999952			

LE TAUX DE CHANGE

TCH en niveau

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on LTCH				
Null Hypothesis: LTCH has a unit root				
Exogenous: None				
Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			0.419583	0.7990
Test critical values:	1% level		-2.628961	
	5% level		-1.950117	
	10% level		-1.611339	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LTCH)				
Method: Least Squares				
Date: 06/07/23 Time: 09:58				
Sample (adjusted): 1984 2020				
Included observations: 37 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCH(-1)	0.003019	0.007196	0.419583	0.6775
D(LTCH(-1))	0.349351	0.161792	2.159266	0.0382
D(LTCH(-2))	-0.011507	0.173039	-0.066499	0.9474
D(LTCH(-3))	0.395872	0.163466	2.421737	0.0211
R-squared	0.239466	Mean dependent var		0.088557
Adjusted R-squared	0.170327	S.D. dependent var		0.150259
S.E. of regression	0.136866	Akaike info criterion		-1.037826
Sum squared resid	0.618164	Schwarz criterion		-0.863672
Log likelihood	23.19977	Hannan-Quinn criter.		-0.976428
Durbin-Watson stat	1.949131			

TCH en différences

Augmented Dickey-Fuller Unit Root Test on D(LTCH)				
Null Hypothesis: D(LTCH) has a unit root				
Exogenous: Constant				
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-4.081887	0.0028
Test critical values:	1% level		-3.610453	
	5% level		-2.938987	
	10% level		-2.607932	
*MacKinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LTCH,2)				
Method: Least Squares				
Date: 06/07/23 Time: 09:59				
Sample (adjusted): 1982 2020				
Included observations: 39 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTCH(-1))	-0.620877	0.152105	-4.081887	0.0002
C	0.053266	0.025761	2.067688	0.0457
R-squared	0.310496	Mean dependent var		-0.001456
Adjusted R-squared	0.291861	S.D. dependent var		0.163253
S.E. of regression	0.137379	Akaike info criterion		-1.082230
Sum squared resid	0.698298	Schwarz criterion		-0.996919
Log likelihood	23.10348	Hannan-Quinn criter.		-1.051621
F-statistic	16.66180	Durbin-Watson stat		2.060626
Prob(F-statistic)	0.000229			

**ANNEXE 02 : Détermination du nombre
De retards du Modèle ARDL**

Dependent Variable: LOG(INF)
 Method: ARDL
 Date: 05/14/23 Time: 12:58
 Sample (adjusted): 1984 2020
 Included observations: 37 after adjustments
 Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): SB LOG(TCH) LOG(DEQ)
 LOG(DEF)
 Fixed regressors: C
 Number of models evaluated: 2500
 Selected Model: ARDL(1, 0, 4, 3, 1)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LOG(INF(-1))	-0.039815	0.147234	-0.270422	0.7892
SB	-3.57E-06	1.71E-06	-2.084752	0.0484
LOG(TCH)	0.367608	0.695201	0.528780	0.6020
LOG(TCH(-1))	1.979747	0.987052	2.005717	0.0568
LOG(TCH(-2))	-1.419412	1.024721	-1.385169	0.1793
LOG(TCH(-3))	1.383776	1.064586	1.299825	0.2065
LOG(TCH(-4))	-2.884958	0.734961	-3.925319	0.0007
LOG(DEQ)	-0.656416	0.461676	-1.421813	0.1685
LOG(DEQ(-1))	2.667833	0.590632	4.516909	0.0002
LOG(DEQ(-2))	-1.176870	0.570030	-2.064575	0.0504
LOG(DEQ(-3))	0.632455	0.433012	1.460594	0.1577
LOG(DEF)	0.389289	0.684126	0.569031	0.5749
LOG(DEF(-1))	-1.605554	0.637684	-2.517789	0.0192
C	-2.331917	0.679030	-3.434188	0.0023
R-squared	0.866811	Mean dependent var	-2.868208	
Adjusted R-squared	0.791530	S.D. dependent var	0.972874	
S.E. of regression	0.444200	Akaike info criterion	1.496248	
Sum squared resid	4.538206	Schwarz criterion	2.105784	
Log likelihood	-13.68058	Hannan-Quinn criter.	1.711138	
F-statistic	11.51436	Durbin-Watson stat	1.857377	
Prob(F-statistic)	0.000000			

*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model

ANNEXE 03 : Estimation de la relation de long terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB	-3.44E-06	1.61E-06	-2.133115	0.0438
LOG(TCH)	-0.551289	0.315569	-1.746969	0.0940
LOG(DEQ)	1.410829	0.427833	3.297618	0.0031
LOG(DEF)	-1.169694	0.574519	-2.035951	0.0534
C	-2.242626	0.541422	-4.142100	0.0004

$$EC = LOG(INF) - (-0.0000*SB - 0.5513*LOG(TCH) + 1.4108*LOG(DEQ) - 1.1697*LOG(DEF) - 2.2426)$$

ANNEXE 04 : Estimation de la relation de court terme (ECM)

ARDL Error Correction Regression
 Dependent Variable: DLOG(INF)
 Selected Model: ARDL(1, 0, 4, 3, 1)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 05/14/23 Time: 13:03
 Sample: 1980 2020
 Included observations: 37

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DLOG(TCH)	0.367608	0.558767	0.657893	0.5171
DLOG(TCH(-1))	2.920594	0.637182	4.583610	0.0001
DLOG(TCH(-2))	1.501182	0.665588	2.255421	0.0339
DLOG(TCH(-3))	2.884958	0.650397	4.435685	0.0002
DLOG(DEQ)	-0.656416	0.359331	-1.826771	0.0807
DLOG(DEQ(-1))	0.544415	0.345998	1.573461	0.1293
DLOG(DEQ(-2))	-0.632455	0.302402	-2.091441	0.0477
DLOG(DEF)	0.389289	0.489026	0.796049	0.4341
CointEq(-1)*	-1.039815	0.124175	-8.373813	0.0000

R-squared	0.790512	Mean dependent var	-0.030474
Adjusted R-squared	0.730658	S.D. dependent var	0.775731
S.E. of regression	0.402590	Akaike info criterion	1.225977
Sum squared resid	4.538206	Schwarz criterion	1.617822
Log likelihood	-13.68058	Hannan-Quinn criter.	1.364121
Durbin-Watson stat	1.857377		

Table de matière

Table des matières

Dédicaces	
Remerciements	
Liste des abréviations	
Sommaire	
Introduction générale.....	1
Chapitre01 : revue de la littérature sur les dépenses publiques et l'inflation	
Introduction.....	4
01 : généralité sur le budget de l'état et la politique budgétaire	
1.1. Généralités sur le budget de l'Etat.....	5
1.1.1. Les dépenses publiques.....	6
1.1.2. Les recettes	6
1.1.3. Les soldes budgétaires	7
a) Le solde global et le solde primaire.....	8
b) Les soldes conjoncturels et les soldes structurels	9
1.2. La politique budgétaire	9
02 : l'inflation.....	10
2.1 Généralité sur l'inflation	10
2.1.1 Définition de l'inflation.....	10
2.1.2 Les différents types d'inflation	11
2.1.3 Mesure de l'inflation	12
2.2. Les Causes de l'inflation.....	13
03 : Revue littérature relative à l'impact des dépenses publiques sur l'inflation.....	14
3.1. Revue de la littérature théorique	14
3.1.1. L'approche classique	14
3.1.2. L'approche keynésienne et ses limites	17
3.2. La revue de la littérature empirique.....	18

Table des matières

Conclusion.....	21
Chapitre02 : politique budgétaire et l'inflation en Algérie « constat de 1990-2020 »	
Introduction	22
01 : Evolution de la politique budgétaire et de l'inflation durant la période 1990-2000....	22
1.1. Programme de Stabilisation Macroéconomique et Programme de Travail du Gouvernement (1990-1993).....	22
1.2. Plan de Stabilisation et d'Ajustement Structurel 1994-2001.....	25
02 : Plans de relances et inflation durant la période 2001 – 2014	30
2.1. Plan de Soutien à la Relance Economique PSRE 2001-2004.....	31
2.2. Plan de Complémentaire de Soutien à la Croissance 2005-2009:.....	32
2.3. Programme d'investissement Publics 2010-2014.....	33
03 : Politique budgétaire et inflation durant la période 2014 – 2020.....	39
3.1. L'apparition des déficits budgétaires et recours à des politiques d'austérité	39
3.2. L'évolution du taux d'inflation durant la période postérieure à 2014.....	43
Conclusion.....	45
Chapitre 03 : Analyse empirique de la relation entre le solde budgétaire et le taux d'inflation	
Introduction.....	46
01. Présentation des variables et analyse de la propriété de stationnarité des séries chronologiques.....	46
1.1. Présentation des variables.....	46
1.2. Analyse graphique des séries de données.....	48
02. Analyse des propriétés statistiques des données.....	51
03. Estimation du modèle ARDL	54

Table des matières

04. Validation du modèle	59
05. Prévision à partir du modèle retenu.....	60
Conclusion.....	62
Conclusion générale	64
Liste des graphes, figures et tableaux	
Bibliographie	
Les annexes	
Résumé	

Résumé

L'objectif de cette étude était d'examiner l'impact du solde budgétaire sur le taux d'inflation et d'identifier l'existence d'une relation à court et à long terme entre les dépenses d'équipements, les dépenses de fonctionnement, le solde budgétaire ainsi que le taux de change et l'inflation. Cette analyse s'est faite sur la base d'un modèle ARDL. Les résultats des estimations indiquent que le solde budgétaire a une influence sur le taux d'inflation en Algérie. Par conséquent, la persistance d'un déficit budgétaire constitue un facteur alimentant l'inflation en Algérie et cela peut s'expliquer essentiellement par le recours du trésor public à la banque d'Algérie pour financer ce déficit à travers des avances (financement non conventionnel) et, par conséquent, engendre une augmentation de la masse monétaire en circulation.

Mots clés: solde budgétaire, le taux d'inflation, Dépenses de fonctionnement, Dépenses d'équipements, taux de change, Algérie, modèle ARDL.

Abstract

The objective of this study was to examine the impact of the budget balance on the inflation rate and to identify the existence of a short and long-term relationship between capital expenditure, operating expenditure, the budget balance as well as the exchange rate and inflation. This analysis was done on the basis of an ARDL model. The results of the estimates indicate that the budget balance has an influence on the inflation rate in Algeria. Consequently, the persistence of a budget deficit is a factor fueling inflation in Algeria and this can be explained essentially by the recourse of the public treasury to the Bank of Algeria to finance this deficit through advances (unconventional financing) and, consequently, causes an increase in the money supply in circulation.

Keywords: budget balance, inflation rate, operating expenses, capital expenditure, exchange rate, Algeria, ARDL model.

ملخص

هدفت هذه الدراسة إلى دراسة تأثير رصيد الموازنة على معدل التضخم والتعرف على وجود علاقة قصيرة وطويلة الأمد بين النفقات الرأسمالية والنفقات التشغيلية وميزان الميزانية وكذلك سعر الصرف والتضخم. تم إجراء هذا التحليل على أساس نموذج وتشير نتائج التقديرات إلى أن رصيد الموازنة يؤثر على معدل التضخم في الجزائر. وبالتالي، فإن استمرار عجز الموازنة ARDL هو عامل يوجب التضخم في الجزائر ويمكن تفسير ذلك بشكل أساسي من خلال لجوء الخزينة العامة إلى بنك الجزائر لتمويل هذا العجز من خلال السلف (التمويل غير التقليدي)، وبالتالي يتسبب في زيادة. في المعروض النقدي المتداول

الكلمات المفتاحية: ميزان الموازنة، معدل التضخم، مصاريف التشغيل، المصروفات الرأسمالية، سعر الصرف، الجزائر، نموذج

ARDL.